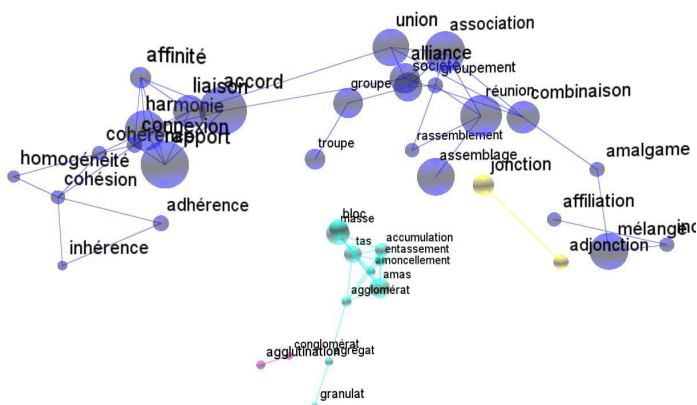


# Autour de l'agrégation

claire-louis moreau



## Autour de l'agrégation

# Autour de l'agrégation

claude-louis moreau

---

*Notre classe politique ne pratique qu'une médecine (politique) de confort et nous avance des programmes chargés de la vertu tranquillisante des ordonnances. Nous allons être soignés par des textes de bonne médecine. Mais ces thérapies n'intéressent pas de maladies vraiment connues, car en politique, contrairement aux avancées scientifiques de la médecine, il n'y a rien à découvrir. Les politiques, qui restreignent leur champ conceptuel à un exercice rationnel, se limitent à un positivisme vieillot et ne nous conduisent qu'à partager leur gestion de l'évitement. Pendant ce temps, les vraies puissances investissent elles les territoires d'un nouveau pouvoir qui finira, lui, par leur contester leur propre*

*autonomie d'action. Donc, la nôtre. La taftaïsation du monde est déjà là, à notre porte. Nous allons apprendre que ce positivisme-là ne nous mène à rien, sinon à occulter l'expression d'un désir et d'un imaginaire qui furent toujours les atouts majeurs des sociétés de culture et créatives, ce qu'il faut justement que nous soyons aujourd'hui. La politique serait-elle trop sérieuse pour ça? Assimiler le désir au rêve conduit la raison à chasser l'exercice de l'imaginaire comme pleine dimension de nos pratiques, nous ferme à la perception de l'avenir. J'ai le souvenir d'une intervention télévisée de Pascale Jardin, écrivain et citoyen engagé, en proie de son propre aveu à une colère froide, envoyant une brique de ce lait fait par des entrepreneurs échappés de l'emprise de l'agro-alimentaire à l'adresse d'un de nos techno politiciens sans cravate, ce signe du renouveau. Tout un symbole. Geste théâtral mais juste, condamnant l'ignorance dans laquelle les politiques tiennent ces initiatives, alors qu'elles sont au contraire majeures pour ce qu'elles représentent. Qu'un auteur, un créatif les saisisse avant eux montre bien que par différence la classe politique est incapable de mesurer la portée de ce genre d'expérience. Les politiques sauront-ils un jour, apprécier ces signaux faibles pour ce qu'ils sont, des sujets de réflexions leur permettant de s'ouvrir à l'idée qu'existent des alternatives que d'autres qu'eux puissent porter? Faudra t-il qu'ils subissent de plein fouet cette idée en retour que la société civile soit seule actuellement capables de porter l'avenir, être ainsi entre deux feus, ceux de la taftaïsation et ceux d'un discrédit définitif?*

*Qu'ils soient cyniques, fous, gentils naïfs ou benêts la palette de ceux qui nous représentent préfigurent celle-là même qui*

*relève de l'humanité. Je ne pense pas que ce soit le problème qui doive nous préoccuper, mais bien celui de la portée de leur pouvoir sur le réel. Voilà tout le paradoxe de la situation qui pour moi fait crise. Non que les politiques soient en retard sur la marche du monde dans ce qu'elle réclame qu'on en comprenne; mais une crise qui devient visible dans les surenchères et le "bruit" que le système politique et médiatique produit. Ne pas laisser transparaître cette difficulté à gouverner un réel surdéterminé par des facteurs exogènes, hors contrôle, prime sur le reste. Jusqu'à "médicaliser" leurs conséquences dans l'enceinte nationale, au point de nous entraîner à revisiter et réduire constamment le mal à l'échelle d'une adaptation paramétrique, dans un contexte général "mondial" dont nous n'avons finalement plus qu'à subir au mieux les contrecoups des conditions qu'ils nous imposent. Jusqu'à vouloir être les médecins de ce qui leur échappe, à cumuler la rédaction d'ordonnances dans une surenchère de médications toutes les plus immédiates, prometteuses et accessibles à la compréhension des opinions, jusqu'aux plus populistes qui nous écrivent en substance: "suicidons-nous, nous nous sentirons mieux"... Radical!*

***L**es répétitions de la littérature d'alerte (comment l'appeler autrement?) prennent alors des allures de ritournelle sans fin. La récurrence de thèmes développés sur le registre de la dénonciation, des contradictions, des abus du système ou les trois à la fois, en ne nous ouvrant aucunes perspectives véritables, nous laisse orphelins de solutions. Faute de contenir en elles de quoi dépasser l'analyse, nous voilà donc en général abandonnés au contact des maux qui nous frappent. A moins que dans un coin obscur de cette même littérature ait*

*été rédigée une thèse qui change le monde, qu'une suite nous conduise au-delà des limites de l'analyse experte et nous sorte de cette incapacité à nous projeter dans l'avenir; je n'en connais pas, mais ne lis pas tout. Ainsi nous persistons à souffrir d'être offerts aux sujétions d'une réalité rationnellement disséquée, avec le souci d'y trouver des règles de vérité. En même temps qu'ils accréditent une mort en cours ou récente, cette profusion de médecins légistes cache très mal l'improductivité d'une certaine forme de questionnement, en même temps qu'une réduction pour ne pas dire un contre-sens sur la compréhension actuelle de la crise politique, à mon avis même chez les plus radicaux. L'impasse dans laquelle nous semblons être, nous intime tous maintenant, en fonction d'urgences très globales d'ailleurs, de nous débarrasser des problèmes inutiles et nous demander; quelle est la bonne question ?*

*En même temps, cette impasse marque globalement la fin d'une forme d'appréhension des problèmes que nous posons inlassablement selon le schéma passé>présent>futur. Nous tenons absolument et conformément à cette idée si répandue, que l'avenir soit contenu dans le passé, ou d'une certaine manière, en incarne une nouvelle forme, et ainsi de suite, au point que l'avenir ainsi déchiffré ne fait que réincarner ce qui le précède. En conditionnant notre futur à nos espérances voire en le fantasmant, les fragments utiles à nos désirs sélectionnent les extraits du passé se conformant au mieux avec une construction idéale et rassurante; quitte à s'inquiéter de l'avenir, autant qu'il soit plein d'espoirs nouveaux et rédempteurs! Avec pour conséquence cette idée induite et évidente: bien le préparer, le connaître, revient à se garantir de l'instabilité que représente toujours l'inconnu.*

*Dans ce process, le futur se cantonne alors à n'être construit que comme une catégorie à notre portée et donc réformable, interprétable par une bonne représentation de ces fragments utiles.*

***Le syndrome du Saute-moutons...*** Ce qui explique pourquoi, à contrario, vu la difficulté que nous avons à l'heure actuelle à interpréter notre passé tant il évolue sur une échelle de temps courte, en rompant avec notre idée établie d'une histoire continue, pourquoi donc nous avons tellement de mal à sortir de ces analyses sans conclusions. Une part de l'histoire s'introduit en force dans une part de notre présent, par la rapidité avec laquelle le présent compte immédiatement pour passé. Nous avons en conséquence un double problème: la multiplication de la multiplicité des fragments en même temps que l'échelle de temps très courte sur laquelle la mesure de l'impact de cette accumulation doit se faire... De ces deux difficultés, résulte un effacement complet du vrai questionnement politique comme contraint par sa dimension historique, celle qui a besoin de temps pour être « philosophiquement » repensé, digérer la "Fortuna" de Machiavel. L'effet de cet effacement a, depuis 40 ans ou plus, recomposé le préalable de continuité en le neutralisant par de la fonctionnalité technicienne, technocratique, qui en fait seule répond ainsi à cette difficulté première. Et par ce jeu bien connu, inaugure cette pratique du saute-moutons engendré par les échéances électorales, synonymes d'alternance et donc de renouvellement, dit dans la rhétorique habituelle "rupture". Un jeu dont la référence programmatique n'a jamais d'échelle supérieure à cinq ans, un étalonnage insuffisant à suivre et intégrer la dimension politique des lames de fond de la société,

*et ne pose donc le problème qu'en terme de programme essentiellement paramétrique: gérer les ajustements qui adaptent la société (en théorie) aux conditions modernes. Avec pour résultat, un escamotage de la dimension politique comme expression d'une finalité, posant alors les limites nouvelles de la condition de toute action politique: assurer les transitions qui adapteront notre capital passé au futur sans dimension philosophique; une amputation qui accrédite l'idée que l'immortalité du système en place est acquise. Et lorsque ce dernier se trouve en plus interprété que selon les canons du développementisme (croissantiste néolibéral), le réformisme "neutre" qui s'installe dans les têtes sonne la fin de l'utilité de l'histoire et renonce à lui retrouver un sens. Pire, engager une réflexion devient une gêne. De toute manière submergée par la ramification des futurs possibles de ces récits analytiques sans conclusion, la réforme s'alimente selon la même structure de causalité que le développement, puisqu'elle devient celle du développement.... La simplicité de la pratique réformiste ayant ceci de rassurant qu'elle ne mobilise aucune catégorie du politique imposant une représentation du monde, ce dernier se livre dans son état actuel comme une constante réparable. Dans cette culture, l'analyse justifie un dispositif, en isolant chez lui ce qui fait obstacle à la pérennité du système. Pour assurer le gain attendu du développement, on répare en changeant les pièces usées. Une forme de maintenance visant maintenir le curseur en équilibre : sur le zéro, entre moins et plus. À charge pour le challengeur de persuader qu'il a les meilleures pièces.*

*Or paradoxalement, plus nous sommes dotés d'expertises multiples plus la multiplication de ces analyses*



*montre que nous sommes en danger de ne plus pouvoir assoir nos sociétés sur un bon déroulement de ce schéma.*

*En économie, comme à propos du lien social ou de la relation aux politiques, le discrédit que subit le réformisme, par le manque de résultat dont il fait pourtant l'essentiel de ses objectifs et promesses, les contradictions qui bloquent l'évolution de ses schémas augmente. En l'absence de performance sur laquelle se structurer, il se marginalise et perd sa position privilégiée quant à son d'assurance de la cohésion sociale, ramenant par nécessité celle d'une reconstruction philosophique qui ne peut plus se faire. Une grande part de cette incompréhension entre classe politique et son électorat, qui se porte alors sur ce qui fait échec, comme pour la vente d'un mauvais produit lors d'une réclamation. À cette différence qu'ici, le produit qui se veut pourtant concret n'existe en réalité pas. Une inaptitude que nous payons cher, par la lourde addition que l'économie croissantiste a nourrie et par un phénoménal système de dissymétrie dans la répartition des richesses; ceux qui retournent devant le peuple comme ayant vocation à la maintenir perdent peu à peu leur légitimité. Nos élites n'ont pas réexaminé le monde, y compris pour leur propre compte, et marginalisation est à mon avis le mot juste. Nous savons maintenant par tous les aspects par lesquels ils se manifestent, que la "mondialisation", se caractérise principalement par le déplacement des centres décisionnaires économiques réels et contestent de fait tout pouvoir aux états-nation de maîtriser la redistribution par les seuls effets de la croissance. Et avec lui le système du rapport politique fortement consumériste qui s'est greffé dessus. En raccourci, une absence de croissance met en crise le réformisme que le développementisme a engendré, en mettant*

*ainsi les choses à nu; un retour de la croissance ne le sortirait pas de son impasse politique. Au contraire; la taftaïsation du monde laisse à penser que les pathologies actuelles de ce système s'aggraveraient.*

*Une fois encore, la conclusion que j'en tire avec François Normal avec qui je suis si souvent d'accord, est simple: une relation de force (et de survie) directe entre les composantes économiques monopolistiques (de la rente) et "les peuples" se jouera à terme, dans une gradation de réponses venant des simples lésés aux laissés pour compte, globalement la génération à qui les états présenteront la note austérité. Quel levier aura cet assemblage que par commodité, habitude, nous appelons le peuple, pour représenter un poids suffisant? Quel homogénéité aura-t-il, comment manifestera-t-il sa "puissance de la multitude" celle qu'à l'époque de Spinoza, pouvait s'entendre comme le recours final à la submersion par le nombre? Je doute qu'aujourd'hui nous puissions le concevoir de cette manière. Le nombre est là, les minorités se resserrent autour des bénéfices de la rente et son pendant patrimonial, sans que la multitude n'ait surmonté, pour contrer ses effets nuisibles, ses barrières éthiques, morales, et l'objet de l'article XVII de la déclaration universelle des de l'homme et du citoyen de 1789 : le statut de la propriété. Et le problème se renouvelle. Comment distinguer les répliques possibles? Les manières anciennes, organisationnelles et organisées, partis pour le niveau politique, syndicats pour le niveau "civil", associations pour le reste, ne nous racontent plus que la crise et le spectre de l'austérité. Les défilés ne concernent désormais plus une rente à l'abri dans un autre monde.*

*Les nouveaux outils d'une puissance possible?... Et s'il fallait maintenant, pour constituer cette puissance, regarder ailleurs et se pencher avec une attention plus soutenue certains signaux faibles ? Comme mon cher François Normal, je m'obstine à voir le rôle accordé aux réseaux sociaux, à travers ce qu'ils révèlent de l'opinion et des courants qui la traversent, prendre une importance encore mal mesurée par les analystes, comme par les acteurs eux-mêmes, pour qui il ne s'agirait que d'une forme nouvelle des canaux d'information. Une réduction qui occulte une différence capitale d'avec le reste de l'univers des médias: l'information a maintenant des sources totalement distribuées à l'échelle de l'initiative individuelle, et s'exerce souvent à l'occasion de faits sociaux dramatiques ; il suffit pour cela d'un simple téléphone portable, et témoigner si nécessaire d'actes dont on ne sait s'ils auraient été dénoncés ou auraient émergés ailleurs, sans leur mise en ligne. L'information y est témoignage, avec une capacité bien supérieure aux mass-médias d'être partout et donc de tout voir. Une opération directe à la manière du dieu Argos, échappant à toute intermédiation. Regrettable par ses risques ou non, la mutation s'installe, en menaçant une conception de l'information en place depuis très longtemps; celle d'une opinion à laquelle on ne demandait jusqu'ici que de se conformer à la parole des sachants ; on devine ce gain d'autonomie être en perspective, même lointaine, aller lentement vers sa réalité. Ce qui est loin d'être anodin. Voilà donc mon idée fixe: ce bouleversement est irréversible, et prépare une forme supplémentaire d'expression démocratique. Je ne pense pas que cette émergence s'arrête à celle des pétitions en ligne. À terme, la voie électorale sera en concurrence... Je constate aussi en praticien des réseaux, que*

*des partages massifs provoquent sur les médias, avec quelque délai, des reportages qui les reprennent.*

*Ce renversement en marche transformera-t-il à terme le rapport politique des élites au peuple, alors qu'il contribue déjà à le contester par un avantage imparable sur l'information organisée? La dispersion de ses sources en chacun de nos ordinateurs, nos Smartphones éveillera-t-elle à des critères nouveaux de reconstruction de ses propres valeurs politiques en délaissant alors, chez ce peuple censé n'avoir du monde actuel et de sa complexité qu'une construction lapidaire et stéréotypée, ce besoin présumé de la pédagogie éclairante des sachants ?*

***Quel(le) politique ?*** *Si une lente émancipation des intermédiations savantes en fait un peuple autre que convenu par les analystes politiques, que contiendra de neuf le carburant massif des machines à voter que nous serions en principe devenus? Pendant qu'il reste cette entité homogène si pratique à la rhétorique politique, il se cultive, apprend, s'informe, et pratique cette réflexion bizarre que les outils nouveaux lui offrent ; le mot réflexion paraît être là dans son rôle; les réseaux réfléchissent bien le monde que nous pratiquons. Tous les aspects que nous en percevons et confrontons ainsi plus vite que les intermédiaires traditionnels ne le font, s'y retrouvent; une sorte de panorama débarrassé des filtres de l'interprétation éclairée. Parce que devenant - politiquement- un peuple en quelque sorte de moins en moins populaire mais informé, conquérant, les rôles et les procédures de contrôle de la démocratie devraient en principe se redistribuer, en tous les cas se déplacer. Ennuyeux dans la détermination politique de conservation et reproduction des*

*pouvoirs, installée ad aeternam dans toutes les têtes, au bénéfice de cette stabilité sociale indispensable à la pérennité de la rente. L'avènement de cette démocratie plus directe si souvent invoquée et espérée, serait enfin à notre portée, au mois en puissance, pour le moment. Une crise de la forme représentative devrait-elle se confirmer à cours terme?*

*Par ailleurs, s'il s'agit d'une mutation ayant une origine plus globale dans laquelle s'inscrit cette émancipation, stigmatiser la classe politique sans recul traduit une réalité insuffisamment expliquée, en nous trompant, comme la plus facile et immédiate des défaites à notre portée ; elle s'use bien sûr l'idée que voter pour du neuf serait la fin ultime de notre action citoyenne, car elle apparaît en même temps être une illusion que l'abstentionnisme rend palpable. Ce raccourcissement d'horizon fait le populisme, car les défaites des élites sur leurs responsabilités dans l'échec actuel du système, leurs crises internes sacralisant le vide du sens politique ne nous ouvrent aucun champ d'interrogations suffisamment large pour que nous puissions éviter les raccourcis démagogiques qui pourrissent la vie politique actuelle. Bien sûr faute de se réinvestir dans ce que le souci du bien commun a parfois d'impopulaire et de risqué, les ont le politique s'est désincarné, en laissant à ce populisme-là le soin de s'adresser en mieux à un peuple encore moins réel que celui des autres. Les démissions des leaders du Brexit viennent de le démontrer. Le peuple du repliement qu'ils ont voulu n'existe que dans ses peurs, mais ne sera pas au rendez-vous pour quelle que suite politique positive que ce soit: impossible de construire avec des fantasmes, voici la réalité qu'ils ont fuie. Une belle leçon : ce peuple-là n'a pas existé comme peuple politique, mais fut un artéfact de l'invention*

*philodoxique la plus caricaturale. Les dissections statistiques ne nous dirons sans doute pas autre chose dans l'avenir ; pourtant, tant que nous ferons d'un manque de qualité de la classe politique la cause générique de nos maux, la vraie raison de nos frustrations individuelles et sociales persistera. Sa cause est la conséquence d'une convergence d'évolutions qui nous mènent à cette disqualification du politique comme vecteur de nos malaises, ce d'autant que plus le mal empire, plus les philodoxes se portent garants de la solution à tous nos maux. Une prise en tenaille entre perte de perspectives sociales, impuissance économique et vision aristocratique et dépassée du peuple. Mais les différentes classes politiques, archboutées sur les intérêts nationaux comme argument final de la politique, au point de plus pouvoir faire l'Europe et l'affaiblir gravement, s'isolent. Ou, comme dit, s'échouent plutôt dans la domesticité de la rente dont ils se chargent encore de faire croire qu'elle utile au peuple. Un problème d'obsolescence, au fond.*

**Quel peuple ?** *S'il s'agit bien d'un problème d'obsolescence, le devenir d'un peuple devrait se prévoir par nécessité hors de sa dépendance à un savoir politique devenu vain, inefficent, en écornant irrémédiablement le consensus qui perdure dans la conception qu'en ont les élites. En même temps, toute la pyramide tend à s'inverser. Le peuple de notre herméneutique sortirait donc de la matrice sur laquelle devrait continuer à s'appuyer la construction politique dont nous avons hérité. C'est aussi ce que les Nuits debout ont fait passer au réel, au grand désarroi de ceux qui continuaient à s'interroger avec une fausse candeur sur leur absence d'objectifs ; à travers ce "mais que veulent-ils?" récurrent, les médias furent conformes*

*aux interrogations naturelles de l'utilitarisme ambiant. S'affirmer sans autre but que de cultiver l'être ensemble comme dynamique sociale à retrouver, échappe à l'entendement d'une institution habituée à ne se concevoir que comme intermédiaire et interprète éclairée de la pensée populaire. C'est pourtant ce qui est en jeu: sortir progressivement d'une tutelle politique vide de sens, et qui de fait reporte l'énoncé des problèmes politiques, ceux de la finalité, sur des agents diffus mais en voie d'émergence.*

*Le fait que le problème se pose en Europe et ailleurs aussi, montre qu'il ne s'agit plus de crises locales autour de la formation d'élites ou du système d'émergence de classes politiques, mais d'une véritable disjonction entre ce qui est désigné -le peuple- et sa réalité. Mais ce Nous qui nous rassemble sans nous identifier vraiment, faut-il toujours l'appeler peuple, dans la mesure où cette qualification sous-entend dans la permanence le rapport qui l'a fait naître entre sachants et dépendants ? Comme entité homogène de l'état nation ? Le terme aujourd'hui est utilisé désormais dans une telle multitude d'acceptions qu'il en tue le sens. Le fait que la terminologie ne soit jamais définie explicitement dans les discours, confirme ce qu'est un véritable consensus : un discours positif qui déconstruit les dissensions pour évacuer leur dimension conflictuelle. Si l'on reconnaît que la base d'un consensus est d'autant plus large que les éléments du discours sont vagues ou stéréotypés, évacuant donc les paramètres de dissensions, rien d'étonnant que les notions de peuple, démocratie ne soient jamais vraiment définies. Alors les préciser au moment où ils ne sont plus ce qu'il faudrait croire qu'ils sont encore ? Éclaircir ce paradoxe, serait justement prendre le type de risques que les philodoxes s'abstiennent de*

*prendre, car clarifier le champ d'un discours imprécis c'est en puissance recréer du conflit. Par contre, vouloir continuer à jouir d'un tel consensus représente un risque de déstabilisation des rôles en places plus grand encore que de le rompre; un risque de déception de perte de légitimité. Jusqu'à quand la formalité des jeux exploitera-t-elle la vacuité du sens qui lui est nécessaire? Nous vivons sur ce plan dans la permanence bavarde du non-dire. Où est le peuple dans cette confusion ?*

*Rien de tout cela n'est pourtant flagrant ; il faudrait sans doute un évènement déclencheur attribuant un rôle moteur à la dynamique de cette autonomie nouvellement promise pour que ce renversement de statut devienne véritablement explicite aux yeux de la masse des citoyens ; ce, au-delà de l'influence des réseaux que l'on sent s'affirmer dans les médias, qui le citent comme une référence supplémentaire d'opinion... Rien donc dans la forme de notre lecture de la démocratie, de la république et du peuple ne paraît changer, sinon les indéterminations réciproques et sans cesse plus floues de leurs univers. Une situation a-politique qui redonne par substitution de l'importance aux mythes et à l'imaginaire, construits ainsi en opacifiant des réalités trop déstabilisantes ; en fournissant à l'inverse un environnement dans lequel cette autonomie se développera en opposition, en développant du politique, mais en imposant progressivement ses conquêtes au système général de délégation de pouvoir.*

*À terme et déjà pour une part de l'opinion dont je fais partie, une tel questionnement apparaît comme tenant de l'urgence à trouver une issue politique qui la soit en essence : une remise en place des finalités et du sens du bien commun, dans l'avenir. Rapidement dit, inscrire en convergence avec*



*d'autres paramètres de crise la contreproductivité, les contradictions devenues ingérables dans le système des démocraties actuelles: celles qui nous opposent aux lois tendanciennes de la rente et des inégalités qu'elle produit, nous impose la gestion raisonnable des ressources, et suppose le modèle d'une société multiculturelle globale qu'il faut réaffirmer comme une finalité et non comme fatalité. L'équation actuelle qui les lie sera insolvable sans le sacrifice de son premier terme au moins. Tout ce qui suit en découle.*

*Je ne suis pas assez savant pour effectuer ici une transposition dans l'actualité de la notion de peuple selon les canons de la lutte des classes. Elle ne serait pas pertinente. A-t-elle disparue ou se régénère-t-elle sous de nouvelles formes dans les écarts de richesses actuelles et la concentration patrimoniale entre générations? C'est possible, mais la conclusion la plus élémentaire me semble être contenue dans ce constat de fracture globale et de disparition peut être définitive de cette continuité de gradation de classes sociales qui caractérisait jusqu'à maintenant nos sociétés européennes, et semble ou menace de disparaître, pour une bi polarité entre sécurité et précarité sociale. Le peuple référent de la logique républicaine n'existerait donc plus sous l'aspect qui pourrait encore lui rester de continuité de structure, donc d'homogénéité et stabilité.*

*Le multiculturalisme qu'il faut maintenant regarder comme une réalité conséquente des échanges mondiaux, du Net, va aussi modifier la fonction rhétorique de peuple en en modifiant le sens, et pour le moment en jouant sur les indéterminations dont on a parlé. C'est sans doute par cette ouverture que la rupture de convention consensuelle autour du peuple se produira, en ouvrant son sens sur ce qui commencera par être*

*une douloureuse renégociation de ce que devra désormais être le peuple nation. Avec en même temps le sentiment probable de la nécessité de le renforcer, faute de trouver une nouvelle logique culturelle claire à ce que Tobie Nathan appelle la clôture et la transmission, et qui remettrait en forme sa particularité. Si la clôture devient très lâche, la transmission se rend de ce fait complexe à identifier dans ses limites. Enfin l'universalisme même approximatif qui sert de repères dans bien des cas réinterprète aussi cette notion de peuple-nation, et la désavoue parfois.*

*Sur ce thème, l'ensemble des confrontations induites par les échanges ouverts provoquent d'inévitables négociations, que les plus faiblement armés culturellement, qui le sont conjointement économiquement, ne peuvent affronter. Le multiculturalisme provoque de ce fait deux types de refus: celui de l'homogénéisation consumériste qui tue la dynamique de transmission, et celui des incompatibilités décrétées des cultures fermées, n'ayant à leur frontière, leur structure, aucune porosité. Ces cultures sont politiques au sens du **le**, car elles jouent sur le sens même de l'altérité, sur ce qu'est où n'est pas l'alter ego, selon le principe que les différences créent pas d'occasions d'échange et d'enrichissement, mais confirment des incompatibilités insolubles.*

*Qui voyage suffisamment dans les pays d'Afrique du Nord, le Maroc par exemple, le plus accessible, sait qu'il n'y a pas de problème de l'Islam. S'il y en avait nous l'aurions su trente ans avant. Le salafisme fut apparemment le problème, ce qui n'avait rien à voir avec ceux qui, il y a vingt ou trente ans en arrière étaient venus vivre une vie productive et normale, acceptant nos mœurs et nos règles. Ils ont néanmoins permis*

*sur la base des évènements, de construire une clôture par l'extérieur autour d'une communauté, élaboré sur le principe de la pensée auto-réalisatrice, isolant l'ensemble d'une communauté qui, quoiqu'elle fasse pour se défendre de ce qu'on l'accuse sera stigmatisée du fait de se défendre, par assimilation forcée aux extrémistes issus du rang. Une situation ingérable pour les gens tranquilles et de bonne foi, au point que leur silence finira par les accuser.*

**La rente.** *Les conséquences du modèle économique que nous avons laissé grossir à notre avantage, aboutit à la coercition économique que nous dénonçons maintenant trop tard. Un modèle qui se retourne contre nous; dissymétrie des pouvoirs, inertie face aux problèmes écologiques, tricheries permanentes, falsification de la concurrence, redistribution obsolète dans un contexte de rente par spéculation généralisée. La consommation sature ses marchés en produits superflus et condamne la mécanique de la croissance. La marge industrielle migre périodiquement chez les plus pauvres pour ce qui reste de manufacturier dans le cycle de création de valeur. Les chiffres de la dette mondiale atteignent un non-sens économique à hauteur de ce qui se trouve dans les paradis fiscaux. La surreprésentation et la périodicité électorales cultivent l'oubli du long terme. Les gouvernements, dont un des devoirs dans l'entendement actuel, consiste à garantir aux citoyens un développement constant de leur mode de vie, lient structurellement toute action relative à l'activité, l'emploi et la consommation, d'une manière qui les rend dépendants de la logique de croissance pour y arriver; en imposant pour ça un court-termisme économique autant que*

*politique. Voir plus loin exigerait de mettre en doute tous les paramètres qui les enferment dans cette boucle de rétroaction positive, communément dit cercle vicieux; mais ces changements-là ne peuvent venir de gens qui prônent de restructurer sans cesse ce système. Où se trouve l'économie dite « réelle » et de quoi doit-elle être faite si nous voulons l'étalonner sur un modèle qui serve de nouveau des finalités raisonnables ? Si la rente n'a plus comme solution que de se maintenir au prix d'une austérité générale des économies, comment alors, dans cette marge de manœuvre inexistante et un tel fardeau des non-dits, la puissance politique des états peut-elle s'exprimer? Que traduit d'autre sur cette situation, le fait qu'un président de la commission européenne vende son histoire personnelle à la banque qui organisa la fraude grecque, sinon une image de prostitution qui éclabousse les dignitaires du pouvoir et leur capacité à vouloir le bien commun? Le signal envoyé? La coercition économique libérale par extension de la rente à la difficulté des états tend mécaniquement à inverser les termes de l'utilité politique à son profit, et dicte en ce moment des stratégies qui n'ont pas d'avenir réel sinon augmenter ce taux de la rente installée au prix de l'austérité. Le fait que la croissance sur laquelle notre système de redistribution social est fondé ne reviendra pas. Les effets de tôle ondulée entre 0 à 2% qui caractérisent la croissance future n'auront aucun impact sur la vie active telle que nous la concevons encore. La lutte constante que livrent - ou devaient livrer- les états contre les énormes pôles financiers ou entrepreneuriaux qui fraudent, en exploitant un contexte concurrentiel malsain dans nos propres structures politiques comme le montre le cas Barroso, sont des signaux d'une coercition déjà en place ; ce, au-delà de la thèse des*

*complots (un lobbying pourtant réel) ou domination (loi du plus fort économique) ou de la taftaïsation du monde. La contradiction d'échelle entre l'enfermement des états dans leurs règles et leurs frontières, leurs exigences régaliennes et l'inconstitutionnalité du monde d'en face, de dimension et culture transnationale, dénonce un échec : celui de notre capacité commune à encadrer l'économie comme outil d'une finalité sociale. Vouloir de la croissance est in fine une stratégie de soumission qui tue l'autorité que devraient avoir les états sur leurs propres projets politiques, et nous condamne avec. Les populistes, les souverainistes, les nationalistes ou les écologistes qui prônent la croissance en même temps le que repliement sont des gens qui m'épatent : ils réclament pour nous en dégager le renforcement de ce qui nous soumet. Ceux qui clament dans le vide mais à toute occasion, dont beaucoup parmi les philodoxes, qu'il faut un nouveau modèle de société m'étonnent tout autant. Le modèle qu'ils espèrent ne peut exister comme projet explicite et ficelé par on ne sait quel entité, gourou ou officine ; on ne peut dans une structure totalement cristallisée rompre le moindre élément sans casser la totalité; ils le savent. Cette cassure affaiblissante pour les plus fragiles qu'une très grande majorité de la société redoute, renforce et nourrit ainsi le formalisme philodoxique. Le surplomb des instances internationales d'arbitrage comme les agences de notation ou le FMI ne se fait que dans une orthodoxie de la coercition économique en place. Et renforce l'espace de la taftaïsation.*

***L'impasse philodoxique.*** Tout ce que nous ne voyons pas ou faiblement, en exigeant d'être affirmé par nos volontés quand il nous apparaît, nous met devant des choix de rupture.

*Pourquoi s'obstiner à faire de ce qui ne peut plus être un mythe, sinon se donner avec l'ensemble du dispositif politique existant l'illusion d'un avenir conforme à son mode d'existence actuel? Telle est la situation intenable des acteurs politiques professionnels en place. Vivre avec nous pour nous ou même à cause de nous dans l'illusion de la pérennité d'un système qui se décompose. Telle est la limite de générations formées dans nos écoles spécialisées pour gérer au mieux mais sans idées, un monde sans doute en voie d'extinction, cherchant un équilibre dans une centralité fictive, analogue à l'aiguille de la balance à son zéro quand elle n'a rien à peser. Bref, si la philodoxie n'est que la conséquence de cette inhibition dans laquelle le politique se trouve faute de résoudre l'équation par crainte de se saborder, nous irons tranquillement vers un accident brutal.*

*La conscience des pertes de substance insaisissable que ces disjonctions diffuses induisent, permet de mieux appréhender la relégation de plus en plus grande de l'activité politique vers la philodoxie; sans toutefois l'expliquer seule. De ce point de vue elle reste un artefact : construire un discours rationnel sur les bases de concepts déstructurés ou purement formels, convenus sans réalité. Jusqu'à décliner des mythes. Le premier de tous celui de la croissance, articulant la longue cohorte d'illusions "collatérales", comme celle du travail épanouissant, de la consommation émancipatrice, de la fin des inégalités ou de la faim, du mal-logement ou de l'éducation. Sur le fond, tout ce que la politique dite « politicienne » tente de recouvrir explicitement comme projet sur la société, renvoi à un référentiel implicite qui la contient et qu'en même temps elle ne maîtrise plus: c'est ce qu'exprime cette différence entre*

le politique et la politique. La est cette quotidienneté du système représentatif qui tend à nous contenir dans les limites de son champ d'intérêt : les alternances claniques formées pour les élections, dites aussi « partis », et auxquels les efforts constants des philodoxes visent à nous identifier par les enjeux électoraux. Je ne reviendrai pas sur ce qui fait la problématique de ce blog. Le pointe à la fois le champ de l'héritage moral de nos usages, de l'éthique, notre culture du rapport à l'Autre, qui articulent nos représentations dans ses références implicites, multiples et croisées, et que l'on retrouve bien vivantes hélas trop souvent lors de nos drames collectifs, pendant que les philodoxes se déchirent sur des bilans sécuritaires. Ce le, qui mesure notre capacité à maîtriser collectivement les subtilités du fatum, nous maintient dans un mode cohérent du vivre ensemble et de communication, de confirmation ou transformations de nos valeurs. À cette différence près que je développe ici qu'elle est maintenant en voie d'émancipation. Ce rapport au le en redéfinition relativise la politique pour ces raisons. Le rapport du le et du la, vient d'entamer une crise durable, qui ne fera que marginaliser l'impact de la politique.

L'effet de cette évolution reste donc trompeur si on la veut intrinsèque au politique comme je l'ai développé. La cause de la disjonction s'inscrivant dans un périmètre plus large, celui de l'action d'une culture de la rente, la philodoxie est un effet de cette marginalisation de l'instance politique. Mais une autre y contribue: qu'on l'attribue encore globalement à notre course au développement et au modèle que nous cautionnons pour ça, le modèle libéral et la culture de la rente, le problème des ressources et de l'équilibre naturel (lequel d'ailleurs maintenant?) se présente aussi comme une fuite, un évitement

*préservant les données acquises. La lente dégradation qui en résulte, selon la représentation collective dominante, s'installe pour nous mener à l'impasse fatale; faute d'en résoudre l'équation et d'en sacrifier le terme le plus destructeur, cette inertie fait de nous des complices des philodoxes.*

***La gestion des ressources*** reste donc notre seconde occasion de nous interroger profondément sur ce même problème général. Elle se résumerait par : que produit-on, en quelles quantités, pour quelle société et donc à quelles conditions? Mais surtout, pour quelle société?

*Je suis définitivement convaincu que nous n'avons donc aucune chance non plus, malgré les urgences que nous avons appris à comprendre mais que nous refusons encore de hiérarchiser, de résoudre ces questions en pérennisant les exigences actuelles de notre mode de vie. Encore une fois, attendre qu'un modèle de changement global tombe d'un ciel s'incarnant en l'occurrence dans un système politique dont nous savons qu'il n'en a pas le moindre embryon idée, est une manière de temporiser. Et qui nous met en cause individuellement: que dois-je faire moi de juste, pour ça?*

*Ce que disent les scientifiques au sujet du problème climatique devrait générer maintenant plus qu'une simple inquiétude et de délégation d'action à l'institution. Nous avons depuis longtemps franchi le cap de la simple nécessité déculpabilisante du tri sélectif ou du panneau solaire. Nous*



*savons que les Cop ne sont que des manifestations d'intentions sous conditions d'autorisation de la rente. Sur ce plan, il serait faux de ne mettre en cause que deux des termes d'une équation qui lie les politiques des sociétés développées garants du modèle dominant d'un côté, pour oublier qui sont leurs bénéficiaires partie prenante, d'un autre: Nous, ce même peuple dont je parle mais qui, en ce qui concerne ses réflexes de consommation est sûrement plus homogène qu'en d'autres occasions. Certes, les grands groupes industriels sont de méchantes entités qui déforestent et ruinent des villages entiers de petits agriculteurs pour planter de quoi faire toujours plus d'huile de palme ; mais pour qui ? Qui se gave de pâte à tartiner ? Ces villageois africains ? Continuerons-nous à sacrifier le bien-être de nos estomacs à l'éthique qui nous conduit chez notre coach-minceur ? Le fond du problème est là, dans son insolente simplicité. D'autant plus insolente et moralement effrayante pour les villageois que nous spolions indirectement, que nous en gaspillerons environ 40%. En nous inquiétant du réchauffement climatique, bien sûr.*

*Notre attachement faussement candide à faire rentrer les alternatives durables dans un tel système économique, entretiennent donc de fausses raisons : celles d'espérer tout changer en conservant tout. La logique d'un ailleurs hypothétique renversant de mauvaises tendances sans rupture, n'existe pas, ce qui m'explique pourquoi je n'ai jamais compris la logique du durable. Encore une notion qui remise en place dans notre économie actuelle reste une énigme. Faire durer quoi ? Les ressources que nous exploitons trop vite ? Je n'entrevois à ce dispositif qu'un seul paramètre véritablement durable: la rente. Par ailleurs mon extraction rurale est telle que je persiste à voir tout produit bio comme un produit*

*normal et non comme une norme exceptionnelle. Mais tout est là, dans le fait de faire rente d'une normalité due. Le reste, lui, ne l'est pas. Par contre, l'empressement de la grande distribution à en faire un cheval de bataille consumériste, dans le cadre d'une rédemption des abus passés, reconstitue un marché basé sur une crédibilité qui permet de mieux marger. Et tout est là: la normalité coûtant plus cher, l'anormal industriel risque de faire le quotidien des plus modestes.*

*Sur le long terme on objectera qu'il faut rester conscient que tout doit être démontré, notamment au sujet de la démarche durable ; il est vrai que la faim dans le monde l'est, c'est démontré. Je ne dis pas ça au hasard; notre culte de la démonstration chiffrée, de l'opération statistique sature les argumentaires au point d'en arriver, tellement les sources diversifient les paramètres et complexifient l'analyse, à en être inhibé, comme s'il s'agissait d'un burn-out collectif.*

*Or pourquoi négliger -en apparence tout au moins- la catégorie du subjectif, puisque le politique n'est au fond fait que de ça? Puisqu'à la suite de tout ce partage raisonné, nous en revenons toujours aux raisons du croire. Une forme de subjectivité dont l'image se trouve malheureusement ramenée aux seules méthodes d'une philodoxie qui s'en nourrit. Je pense qu'il existe au contraire une subjectivité constructive et profondément politique de nature. Qu'elle est nécessaire parce qu'utile à contribuer à la lucidité dont nous avons besoin pour voir ce qui joue contre nous. Que nous ne devons pas la refuser, car nous souffrons à tous moments et dans tous domaines, de ce préalable incontournable exigeant de reconstruire une réalité chiffrée et raisonnée avant des décisions qui en réalité ne suivent pas. Ce qui le plus souvent*

*nous éloigne de cette volonté brute d'action, par perte de lucidité et complexité surajoutée de l'investigation. De cette submersion de la raison chiffrée puis technique, naît cette perte de réactivité générale qui, je le crains, construit dans nos sociétés la généralisation fine de cette disjonction. Ainsi fonctionne l'analyse de la gestion des ressources et des dégâts climatiques.*

*Encore des raisons qui, pour moi, font obstacle aux alternatives possibles. Par contre, ce qu'ont d'intéressant par l'impact qu'ils ont sur l'environnement économique dominant, les alternatives de rupture, sont justement qu'ils sortent de la logique qu'impose la suroffre dont nous ne sortons pas. Rompre avec la suroffre génératrice de ce gaspillage, reviendrait à consommer moins, et ce majoritairement. La montée en puissance de ces alternatifs exemplaires fait qu'ils rompent avec la logique généralisée de l'offre. Notre marche lente vers l'austérité générale finira-t-elle par régler le problème de la réduction de la suroffre? Je vois très subjectivement notre logique développement sortir de ce dilemme de deux manières.*

Première option: *mobiliser les consciences, obtenir des volontés individuelles de gérer à leurs niveaux une baisse générale de leur demande, ne pas céder aux sollicitations de l'offre, en rompant donc définitivement d'avec le mode consumériste. Un ou deux produits par gammes de services ou fonctionnalités, mettant un terme au fantasme de la dynamique de la diversification, de la mise en concurrence théorique du moins et de leur action sur les produits et du toujours plus qui n'apporte pas de valeur d'usage réelle, sinon d'ostentation. Une option aux allures soviétiques; tout ce que le*

*consumérisme a fait passer par les objets en matières de comportement, expression de l'individualité, notre logique d'identification –différenciation seraient battus en brèche, sans autre "offre" sociale qui puisse la compenser. À l'heure où le consumérisme a largement contribué à déculturaliser les comportements collectifs pour les transformer en dépendance individuelle et donc décevante, vouée à l'échec d'une dépendance à la surenchère frustrante, une telle stratégie de déconstruction semble utopique. Pourtant, rien ne peut être conclu pour le moment de ce genre de perspective, ni dans un sens ni dans l'autre. La liste est longue des expériences qui se font par des structures ou communautés organisées, autour de pistes assez diversifiées, dont certaines feront école parce que transposables au grand nombre. Dans le manifeste des convivialistes par exemple, la liste non exhaustive des groupements les plus connus et suivis (des dizaines de milliers pour le manifeste), montre des entités "...se présentent sous des noms, sous des formes ou à des échelles infiniment variées:..."(Manifeste convivialiste; le manifeste en fait une énumération rapide, p.13).Il n'existe donc pas actuellement de conclusion à cet aspect d'une démarche volontaire réduisant l'effet d'entropie que le nombre de toute manière nous contraindra à prendre en compte comme donnée majeure de survie. À moins d'être indirectement ou directement eugéniste, cette fatalité du nombre devra être gérée –et non tue- comme un paramètre de l'entropie et de la gestion des ressources, car elle sera souvent invoquée par les monopoles pour se présenter comme seuls à l'échelle des enjeux. C'est le cas de l'industrie agro-alimentaire et de ses concentrations monopolistiques inquiétantes, armés de l'inquiétant alibi de la sécurité alimentaire. Problème affreux et redoutable à poser.*

Deuxième option: *subir l'usure du système global, la coercition économique et le renforcement philodoxique jusqu'à la rupture. Donc, ou subir l'austérité jusqu'à l'absurde comme en Grèce, ou ne pas rembourser la dette et mettre l'édifice financier en grand danger, avec le même résultat. Un scénario d'effondrement de la demande laisserait supposer, par disparition des aides multiformes d'état distribuées grâce à notre capacité à faire de la dette, à des recentrements défensifs nécessaires à assurer la survie, notamment des économies de trocs et d'échanges de proximité; il est intéressant de se dire alors que regarder les expériences dites alternatives des collectivités qui ne s'isolent pas forcément du monde, mais y vivent autrement, peuvent préfigurer sur le long terme certaines solutions de résilience.*

*D'un autre côté, et à condition d'admettre que je ne fasse pas un roman noir d'extrapolations sorties de mon imagination malade, et si j'interprète convenablement les difficultés qu'ont les banques centrales face à cette situation de risques, je les résumerai en disant qu'elles subissent elles aussi l'impasse dans laquelle se sont mis les grands pôles financiers en surdéveloppant le crédit, et les crédits aux états; en continuant à titriser des fonds que les épargnants alimentent, pour accroître le volume de rente, ce mûrissement de l'économie qui globalement échappe à tout contrôle légitime et contourne le droit, s'enferme bien dans une fuite en avant dans laquelle entraîne la politique des banques centrales et le reste. Et toujours si je comprends la nature du risque, celui que les experts nous résument souvent sans en décrire les conséquences, l'étape où nous en sommes prépare un effondrement inévitable du système financier décroché des économies et de leurs difficultés. Quelle échéance et quels*

*vecteurs cristalliseront cet effondrement reste impossible à déterminer, toujours semble t-il à cause de la multiplication constante des sources de fragilités de la structure financière.*

*Cette deuxième option s'annonce donc des plus inquiétante, puisque de toute manière, nous devrions déjà nous préparer à affronter une crise. Donc la décrire et nous représenter ce qui sera très certainement un drame humain, voire par effet dominos un drame mondial. Un malheur qui concernera d'abord les plus démunis, puis en remontant dans les niveaux de richesse et patrimoniaux surtout, les plus riches pour une moindre part, bien évidemment. Cette question inquiète, mais reste en l'air, faute de réponse dont on se demande qui pourrait se charger de la fournir. Nous devrions avoir là un sujet politique majeur, une réflexion engageant les sujets sur la préservation et la consistance du bien commun dans des sociétés en redéfinition de tout, comme elles le seront par nécessité un jour où l'autre; une crise confirmera outre la rupture d'avec la forme de développement et l'outil économique que nous avons acceptés, la disparition de toute cette axiologie formelle qui tourne autour du bien commun et de son effacement actuel.*

*Bien sûr et comme chacun je ne souhaite pas que tout cela soit, mais tellement de signaux convergent à en faire une réalité probable dans laquelle surtout notre jeunesse actuelle, qui cherche sa voie, sera entraînée, qu'on ne peut chasser tout ceci d'un revers de manche en le reléguant dans la catégorie scénario de roman noir; en face de telles occurrences, la lucidité arme. Alors que faire? S'attacher d'abord à être nombreux à partager, non des avis similaires, mais des axes de réflexions communs qui nous arment justement par les choix que nous ferions, par les sujets retenus, comme ceux exclus.*

*Donc le plus difficile, puisque véritablement politique, comme déjà dit. Le fait que les politiques s'abandonnent aux facilités de la philodoxie, que leurs egos les éloignent des combats utiles à des échéances qui ne sont pas les leurs, déplace vers les citoyens ce qui fait pourtant la matière même du politique, le retour constant sur la constitution du bien commun et l'organisation qui la serve le mieux; face à une préoccupation de résilience dont je viens d'exposer la nécessité, la réflexion doit se faire autrement que sur les thèmes réactionnels dont nous sommes envahis. En un mot, réinvestir l'instance politique telle qu'elle se pose dans le politique; et en deux mots réunir nos subjectivités, les confronter sans désir d'organiser et, pour reprendre un mot fréquent dans l'univers du Net, partager.*

*Dans cette culture démocratique majoritaire, rien n'exclut qu'une minorité inspire une majorité; le meilleur et le pire sont inhérents à cette forme collective. Mais on voit donc les outils changer, et les éléments habituels de cette culture de l'inspiration des plus sensibles aux risques sociaux disparaître peu à peu des grands médias et en fonction même de ce qui a été dit sur l'émancipation de la communication collective, se reporter sur des supports confidentiels parfois mais relayés massivement par les particuliers qui "partagent". Ce curieux paradoxe qui veut que ceux qui écrivent n'existent que s'ils ont une vie médiatique tend à disparaître, y compris d'ailleurs dans la littérature courante.*

*D'où la réflexion qui se révèle comme indispensable à avoir : faire rentrer un certain nombre d'arguments d'éveil dans le monde qui traverse à la fois les réseaux sociaux, les applications diverses en action sur les médias autogérables, en*

*gros le Net. Susciter des discussions de manière étendue, et non plus comme ne concernant que des gens dont ce serait un centre d'intérêt, comme le sont la cuisine ou le foot. Nous rééditons ainsi une situation analogue à celle que signalait Hannah Arendt au sujet de la pauvreté de la pensée politique chez les philosophes<sup>1</sup> "y compris Platon" en insistant sur la "profondeur" que les philosophies politiques ne pouvaient atteindre. Que cette question de la profondeur reste non seulement inaccessible à une pratique de l'action, mais aussi à celle de la constitutionnalité des organisations se comprend, explique ce pourquoi ce qui en relève ne puisse être décrit comme une pensée organisée, objet donc de la spéculation philosophique: c'est pourquoi cette catégorie se distingue de la politique par le fait qu'il reste son univers référentiel sans en être partie directe. Le politique étant donc cette totalité contenant tout ce qui constitue l'échange entre les hommes. Une potentialité.*

***De l'analyse à la théorie?*** Même si une sociologie des réseaux, née bien avant les réseaux du Net existe et continue de se développer, il faut admettre que pour saisir la portée du Net en catalyseur d'une transformation politique probable, nous pêchons par manque de recul, d'observations. Mais d'un autre côté, le défaut de repères théoriques y compris plus

---

<sup>1</sup> « Chez tous les grands penseurs –y compris Platon- la différences de niveau entre les philosophies politiques et le reste de leur œuvre saute aux yeux. La politique ne parvient jamais à la même profondeur. Le sens de la profondeur qui fait défaut n'est rien d'autre qu'un sens défaillant pour la profondeur dans laquelle est ancrée la politique ».



*généraux et empiriques qui puissent permettre d'organiser l'émission d'hypothèses et d'interprétations crédibles se fait sentir ; nous pouvons douter à priori de notre capacité à voir ce qui se passe sur le fond. Ce qui ne voudrait pas dire que la contribution des réseaux du Net soit nulle. Si nous n'avons pas encore appréhendé leur portée, elle n'aurait rien à voir malgré tout avec les sondages d'opinion actuels, qui eux ne rentrent pas d'ailleurs dans une démarche sociologique qui dépasse l'interprétation brute des chiffres. Le questionnement formaté des enquêtes d'opinion ne constitue pas une comparaison pertinente. Ce qui représente un intérêt certain, c'est ce que représentent de nouveau les réseaux sur le Net. La vitesse, au point d'être simultanéité, et la réversibilité, l'inversion des process pyramidaux sont bien que l'on espère des organisations réactives modernes. Mais là les réactions communes n'ont pas d'objectifs récurrents, comme une production, une prestation par exemple. Ce qui fait de cette situation nouvelle un élément supplémentaire particulier des réseaux, c'est que le schéma relationnel qui en constitue la base, se caractérise par une dimension très particulière ; les liens se fondent sur des archétypes. Ceux avec qui on partage, ne sont que des entités sorties d'un univers réflexif ; ils n'ont pas de réelle personnalité, ne présentent qu'un certain nombre de traits réfléchissant donc notre univers personnel et choisis pour les conforter. Pas de débats, des commentaires entre amis se font sans l'affect issu du lien direct. Nous serions plus dans des notions de collage, de juxtaposition de fragments d'énoncés, d'inquiétudes, de colères ou d'élans divers, y compris dans les groupes et leur manière de fonctionner par thématiques. Tout ceci est loin d'être anodin. A remarquer tout d'abord que ce lieu d'échange perdure et se développe, ce qui*

*correspond bien à une manière de fonctionner complémentaire aux autres pour ne pas dire que par cette propriété le « partage » rajoute un échelon supplémentaire à la panoplie de la communication. Outre qu'elle paraisse irréversible, et implique l'autonomie par la liberté d'initiative évoquée, sa forme même et ce que l'on vient de remarquer sur le fait que chacun ne fasse qu'élargir le nombre de ses miroirs, la leçon que l'on pourrait en tirer autorise à la rapprocher d'un mode assez particulier qui rappelle l'échange politique. Ce dernier non plus, dans la relation qu'il instaure avec autrui n'a nul besoin de lier des liens d'affects avec son interlocuteur pour pouvoir se prononcer sur la bonne marche du monde, le sens du bien commun. Par contre, les choix électifs renvoient aux mêmes modes de sélections, visant le renforcement de nos références sur ces sujets. Le jeu n'y est pas maîtrisé dans le sens d'un objectif particulier, n'occupant au fond que l'enquêteur et son intérêt à avoir une réponse précise, mais justement une recherche conforme à ce que l'on disait sur le consensus. Rechercher dans l'éventail global de ce qui est édité sur le Net ce qui rassure, à la manière d'un journal d'opinion dont nous avons l'habitude, mais à une échelle globale et en parfaite simultanéité, un journal dont je suis aussi le rédacteur en chef. En fait, un fonctionnement très politique avant la lettre... Mais rien n'y est vu de cette façon. Les réseaux sont au contraire perçus comme une facilité individuelle de se renseigner sur le monde, un grand livre d'images; un premier palier d'apprentissage pourtant, même s'il reste handicapé d'une conception restrictive que les présumés de l'analyse maintiennent encore.*

*Mais admettre comme possible l'hypothèse que nous ne saurions pas reconnaître dans nos comportements « numériques » l'émergence d'une consistance de la démocratie de demain, trop lointaine et chimérique, à fortiori la démontrer, ne peut effacer à contrario la question de son existence potentielle. Non pas pour justifier que la démocratie tiendrait à terme à notre pratique des réseaux, mais qu'elle résonnera peut-être différemment qu'avant, avec cette reconfiguration permanente que j'évoque dans le deuxième point et à partir de cet apprentissage du partage, celui d'un "principe d'obligation" au cœur de l'essence démocratique. Entre le principe d'obligation qui lie mandatés en possession du pouvoir et mandant, et le partage tel qu'il se réapprend dans les nouvelles générations, il y aura sans doute une convergence qui en transformera la donne. S'il existe une relation de transitivité entre le partage vécu dans la pratique et ce qu'on en garde dans le principe d'obligation, les obligations éthiques du partage seraient alors constitutives du principe d'obligation. C'est sous cet éclairage que l'on peut aussi lire la part déceptive qui fait crise dans l'opinion.*

*Il demeure pourtant difficile pour arriver à en dégager la racine, de désigner actuellement des pistes structurées autrement qu'à partir d'une difficulté préalable de l'opinion à sortir de l'univocité du rapport du politique à la rente et des nouvelles puissances technologiques sur lesquelles elle se restructure constamment; en provoquant une pratique au format exclusivement réactionnel (que j'observe comme pratiquant, sur les réseaux sociaux). La question est de savoir alors si par nécessité, i-e nécessité de s'abstraire de ce schéma relativement passif et agir en vue de sortir de notre impasse politique actuelle, cette potentialité d'émancipation*

*transformera tout naturellement les outils à portée, légués par le système marchand dans lequel il a été formaté. Principalement transposés par un détournement positif vers du collaboratif sans but lucratif, on pourrait concevoir que cette ubérisation générale originelle (d'avant sa marchandisation) puisse arriver par un biais insoupçonné, et réaliser ainsi ce que la coercition économique refuse à l'exercice citoyen, civil, privé : redonner par lui-même du sens en quelque sorte à un lien social défaillant. Réfléchir à tout ce qui se développe sur le Net, à l'ensemble des applications qui y sont proposées, laisse à penser que nous connaissons un Net autre qu'utilitaire, mais parallèlement, plutôt utile à la citoyenneté. La fusion ou l'évolution des services vers la collaboration ne pourra continuer à s'étendre sous un aspect purement économique. Le fait qu'en théorie tout individu puisse à terme et par développement de la puissance des outils être à la racine d'une initiative collaborative, plaide pour une wikipédisation du Net mieux qu'une ubérisation des services d'ailleurs. Le tout est justement de savoir si par nécessité de répondre aux désordres issus de la crise larvée actuelle, nous serons contraints à ces détournements ou créations multiples d'applications autour d'activités traditionnelles mais soumises à la captation rentière par une culture efficace de la mutualisation; hors problème d'évolution du Net, à faire disparaître les intermédiations telles qu'Amazon en ont démontré les atouts et les risques, surtout si l'on pense aux intermédiations de pure spéculation. Et voir se confirmer alors comment l'hypothèse d'une mutation des pratiques collectives, provoquées par les difficultés économiques issues de l'évolution de la coercition économique et l'expulsion conjointe de la masse grandissante de gens formés dans les*

*nouvelles générations, peut prendre forme en s'appuyant sur la puissance des outils dont elle a la pratique. Il faudra bien, pour éviter l'impasse politique et économique actuelle dans laquelle la crise sans fin l'enfonce, que cette partie grandissante de la population invente une méthode de faibles coûts qui lui permette de s'affranchir des vicissitudes de leur dépossession économique. La mutualisation en serait un principe de base à portée universelle et immédiate. En reformulant cette hypothèse: la société que nous serons contraints de transformer par nous-mêmes, mutualisant plus et mieux s'appuiera avant tout sur une expansion numérique, en transformant le destin de ces applications et de leur boucle économique; en gros par une exigence de gratuité généralisée. Savoir comment réagiront les supports constitués à l'heure actuelle, demande une véritable expertise (que je n'ai pas) sur la manière dont les applications type "réseaux sociaux" fonctionnent aujourd'hui, pour continuer à nous offrir une gratuité d'usage, et ce qu'ils auront à y gagner ou perdre. Que le système actuel et son modèle économique aient une fin, peut susciter de vraies interrogations, dont l'une verrait l'apprentissage pratique transformer le jeu préétabli, et un monde où les géants du Net connaîtraient, en même temps que des opportunités nouvelles, un dépassement des objectifs de l'individualisme consumériste qui les guide et grâce à eux une forme du lien social nouvelle qui de ce fait leur échapperait. En résumé, cet environnement que le Web2 dégage toujours plus proche de notre personne en laissant envisager une forme d'approche publicitaire ciblée sur l'individu, enfermerait ce dernier dans un espace tellement conforme et limité qu'il créerait sa propre contrepartie. En effet, cibler l'individu suppose –à priori- que ces comportements soient linéaires, en*

*quelque sorte sui-generis, et que dans cette continuité la prédictivité du ciblage constitue elle-même une constante. Or, c'est faire un contre-sens sur ce qu'est l'individualité. Quiconque y réfléchit se rend compte que l'individu n'existe que quand il exprime ce qui fait son individualité par et avec les autres, et que la relation présupposée par les acteurs des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, A, Microsoft) entre l'individu et le Net ne peut être univoque et configurée par un lien d'intérêt. Nous savons que cette exclusive n'existe pas. Sans développer ici ce qui relève sur ce plan de la logique individuelle d'identification différenciation, le prolongement de la logique commerciale de l'individualisation des Gafam est bien en substance faite de quelque chose qu'ils ne maîtrisent pas. Je ne pense pas qu'il y ait un risque d'enfermement des individus dans un cercle narcissique ou de resserrement consumériste de leur univers, du fait même du besoin de le confronter à autrui pour qu'il existe. Si Amazon me confirme dans mes choix de lectures au point de me proposer constamment ce qui correspond justement à mes convictions, comment pourra-t-il anticiper une confrontation avec autrui qui me fasse changer à 180° de centres d'intérêts ? D'autre part, et pour des raisons similaires, cette acculturation indéniable peut se mettre au service d'une nécessité politique majeure et sans doute imminente : ne pas être exclu à terme par le durcissement de la coercition rentière. Une riposte "populaire" envisageable investissant donc le Net et sa puissance comme un nouvel espace de construction de sa liberté ; rodant ainsi dès maintenant l'apprentissage de nouveaux rapports à l'Autre par l'exercice de la mutualisation, concrète et volontaire. Les exemples de ces pivots potentiels sont infinis, dès l'instant où ils sont*

*conçus dans un autre système de finalités. Un tel renversement d'usage des technologies rappelle l'idée suivante. Toute finalité politique étant en quelque sorte destinée à cette transition d'une totalité à la gestion de la multiplicité de ses caractères, en vue d'assurer le rapport harmonieux et réversible de l'individu au bien commun, envisager une transition technologique comme elle est faite actuellement dans le cadre de notre organisation économique constitue une niaiserie, que les faits contredisent. La logique de ce « que veulent les algorithmes » comme le dirait D. Cardon, est à double sens. Une raison simple de contreproductivité, fait, on le sent, que nous ne pourrons plus accepter ce système de prédation, y compris dans ce qui s'installe des théories de la prédictivité, dont certains chercheurs universitaires américains tentent d'échafauder, à partir de ce qui serait une transposition des algorithmes commerciaux du Net, l'hypothèse. Elle tient sur le fait que les réactions sur les réseaux sociaux, plus globalement sur le Net, peuvent être reconnues en typologies distinctes anticipant sur des événements qui se confirment par la suite, et que savoir lire les différentes catégories de thématiques qui les traversent puisse permettre de prédire des tendances, voire des mouvements de la société. Un danger pour la cohésion sociale et la nouvelle « puissance de la multitude » ainsi muselée par des puissances contraires ? Pas vraiment, mais je crois la tendance à la gratuité dans laquelle les médias numériques se sont enfermés pour les raisons opaques et financiers qui les concernent, irréversible; ce Net encore immature permettra d'autant plus facilement à la société de se réorganiser autour de ces technologies majeures, en réorganisant différemment et plus largement la répartition des objectifs de la finalité, sans soucis*

*de coûts. Un Facebook qui restreindrait son usage parce que des tendances politiques anticapitalistes massivement exprimées ne lui conviendraient pas, ou du moins à sa tutelle politique conservatrice, se saborderait.*

*La fin de ce modèle viendrait donc d'une évolution naturelle, et verrait ces transpositions technologiques s'extraire par usure d'usage, si je peux dire, de l'utilitarisme individualisé à l'utilité collaborative. Mais au-delà du pratique, il ne me paraît pas utopique de supposer qu'en évoluant de la dépendance et la perte de sens de la constitution de soi du cycle consumériste, vers celui de la réalisation de soi par ce qu'apportera une utilisation collective apporteuse de sens de cette culture nouvelle, par plus de liens et de plus de plus satisfaction, ces facteurs pratiques d'émancipation nous révélerons le monde à l'envers et paradoxal dans lequel nous vivons. S'il nous est naturel de ne pas nous demander pourquoi les algorithmes comme ceux des moteurs de recherche ou les autres, ne sont pas dans champ du bien commun, c'est tout simplement parce que d'une certaine manière, ils le sont déjà; mais nous en ignorons l'arrière-plan exact du fait de cette gratuité offerte. Avec l'enjeu culturel et l'efficacité qu'ils représentent, tous les algorithmes de ce type deviennent par essence des éléments éligibles à ce champ et finiront par s'y intégrer, sous l'effet de cette nécessité de notre structure sociale aller vers un modèle économique plus global de contrôle de la mutualisation de nos ressources, toutes nos ressources. L'initiative de la tentative de numérisation de tout par Google, y compris des ouvrages sous droits d'auteur pour les mettre à disposition du public peut séduire. Mais en même temps, et au-delà de la mise en avant d'une implication culturelle de façade, il faut y voir l'exemple d'une prédation.*



*Non seulement celle des créateurs qui vivent de leurs productions, c'est une évidence première, mais aussi d'un monopole négociable à terme de tout le capital mondial des productions culturelles, dont ils subissent un handicap de nature : ils ne sont jamais producteurs, mais intermédiaires et revendeurs. Ils ne contrôlent donc pas grand-chose sur le fond. Cette étape finale et bien comprise à terme d'un aspect de la coercition économique, celui de la prise en otage d'une part de la dynamique sociale, pour son contrôle économique, est illusoire de la part des rêveurs de puissance. Nous vivons là fausement dans un piège insensible, une pratique nouvelle du contrôle social. Adword, Adsense sont un adjuvant capital d'une société stabilisée, cristallisée, vers laquelle le néolibéralisme tend. Le recensement de nos centres d'intérêts ne m'évoque que très vaguement une sorte de version primaire et inquiétante de Big Brother. . Notre peur qu'il n'intéresse pas que les publicitaires, mais aussi les idéologues de la stabilité sociale à des fins de contrôle, dans une version remise à jour et numérique du KGB ou de la NSA, est vaine. Ce qui se passe dans le monde nous montre tous les jours que ces formes de surveillance sont une niaiserie (coûteuse) de plus. Les échecs politiques répétés de la CIA, les aberrations multiples d'une Amérique puritaine face à des sociétés millénaires et tribales ne peuvent s'aligner sur les performances du contrôle de ces géants d'initiative privée que sont Google ou Facebook, sinon se les adjoindre pour un bénéfice douteux. Nous avons certes des raisons de nous alerter des intentions qui planent, et à ce titre combattre ces intentions comme des préméditations criminelles visant les libertés démocratiques. Ce qu'il faut faire. Pourquoi ? Pour que notre participation dans ce cas ne soit pas consentie, et compte sur une part de notre volonté. Ce*

*modèle de société auto-stable, ou plus savamment d'homéostasie systémique, ancré dans ce désir d'être des grands opérateurs, dans une société formatée et prévisible, n'est qu'une destruction.*

*Au-delà de l'effet d'aubaine lié au développement concurrentiel et exponentiel des applications offertes sur le Net, les nouvelles conditions de réagir et d'agir ne peuvent que s'assoir sur l'organisation pratique de la vie sociale, dans ce qu'elle renvoie au plus profond de son système de références, de fonctions vitales si je peux dire, en constituant notre deuxième espace de questionnement. Les éléments qui suivent ne touchent par définition qu'indirectement la coercition économique, du moins l'économie orthodoxe libérale, car trop en amont des process sur lesquels elle se définit. Il s'agit d'un concept qui me paraît déterminant dans notre approche de l'analyse politique actuelle : le principe d'obligation, dont l'auteur Bruno Bernardi (le principe d'obligation EHESS 2007) dit lui-même qu'il "est indissociablement thétique et problématique". Je ne détaillerai pas sa définition, que B. Bernardi cerne dans un superbe ouvrage, beaucoup trop développé pour qu'on puisse résumer le contenu autrement qu'en le réduisant. Rapidement dit, le principe d'obligation lie les membres d'une société, dans une modernité qui reste difficile à définir elle-même et dans une relation d'obligation qui s'est imposé, "au long d'un processus pluriséculaire, comme principe de la démocratie". L'obligation y est problème et principe, en même temps qu'elle réclame dans sa version moderne de refonder en permanence l'obligation morale (ordre normatif) dans l'ordre politique, de repréciser sans cesse pour elle-même ces relations de l'individu à la souveraineté où "la problématique de l'obligation est l'espace dans*

lequel s'exprime et se pense le système de double contrainte constitué par l'émergence corrélée des principes de souveraineté et de liberté de conscience."

*La question qui se pose donc concerne l'agrandissement de cet espace par adjonction de l'univers du Net en même temps que la manière dont se reposera le problème de cette double contrainte, à la suite d'une individuation (et non individualisation) grandissante, l'espérance d'une autonomie citoyenne renforcée et leurs conséquences dans la société "concrète". Les pratiques décrites plus haut, et leurs retournements possibles. Si l'on reprend l'hypothèse émise précédemment, cette émancipation relative aura des conséquences sur "ces principes de souveraineté et de liberté de conscience". Tout au moins le rapport convenu et pour l'instant figé dans une permanence illusoire qu'ils entretiennent. En l'occurrence, une nouvelle répartition des pouvoirs dans le système politique de la démocratie représentative. Le principe d'obligation délimitant par extension ce qui lie les citoyens d'un état-nation aux membres qu'ils désignent parmi eux pour assurer le bon accomplissement de la vie sociale, telle qu'ils la conçoivent, les mandants attribuent dans nos démocraties les différents niveaux d'autorité par délégation de leur pouvoir, ce sous deux conditions : une règle explicite et gérée par la loi, une règle implicite et tenant de « la politique » c'est-à-dire un contrat moral et maintenant en conséquence de la dépolitisation profonde qui nous traverse, de plus en plus programmatique ; cette absence –disparition- de discours sur la finalité, objet principal du politique ne nous « vend » pour établir cette confiance des mandants, qu'un mandat de confiance en leur valeur, nécessaire à l'assurer. Ceci étant, l'ensemble des remarques faites ici tendent à montrer que*

*l'espace confiné de la politique va dans ce système vers ses limites, et l'inefficience. Cette façon d'aborder le problème évite d'ailleurs de passer du constat d'inefficience au discrédit d'une classe politique, qui pour les mécanismes qui ont été décrits ne peut briguer de mandat en disant « Nous ne pouvons que faire au mieux, pour gérer une situation dont nous ne contrôlons aucun paramètres. » D'où la nécessité de techniciser les dispositifs marginaux touchant nos problèmes du moment à la manière technopolitique, et d'en faire de vastes débats opacifiants comme en vivent les philodoxes.*

*La dépréciation de ce principe fondateur définit les contours de cette deuxième interrogation, traduite dans le concret par la perte de capacité des mandataires à exercer leur mission ; exercice qui continuera très probablement à se réduire. Une dépréciation loin d'être anodine, mais qu'évidemment rien ne traduit explicitement comme telle. Le déplacement des pôles de pouvoir en inversant les rôles ont pratiquement inversé celui de ces deux mots : on pourrait parler d'obligation de principe, tellement la privation d'espaces d'action devient dans ce système le nôtre. Et tellement cet espace se remplit en face de restrictions à l'encontre des dispositifs de résiliences. J'ai été comme tous choqué de ce qui se profile dans le secteur des semences et derrière d'ailleurs de la question des brevets sur le vivant. Je me souviens comment dans mon enfance brésilienne les latifundiaires endettaient les paysans par le prix des outils du matériel et des semences justement. Une manière de les tenir en dépendance, en esclavage. Les grands monopoles agro-alimentaires tentent d'adapter ce schéma à l'échelle mondiale par les interdictions de semences traditionnelles, pour s'assurer le monopole de semences non reproductibles, à racheter chaque année chez eux, et rendre*

*ainsi dépendant le monde agricole . Et les « produits dérivés ». Les abdications sur le bisphénol et le Roundup, les nicotinamides, le grand mystère Volkswagen allongent une liste interminable des casseroles qui traînent dans notre espace vital. En y réfléchissant plus avant, ces questions portent atteinte aux droits de l'homme. Soumettre notre plus élémentaire liberté de créer ou initiative de la perpétuer, la séquestrer, c'est déjà condamner le bien commun. Le contraire de ce qu'il nous faut pour faire face à une crise majeure. Notre défaut de lecture vient encore là aussi d'outils conceptuels désadaptés. Quelle stratégie au moins théorique de résilience avons-nous, pour permettre de non seulement de libérer de leur précarité une grande majorité de population mondiale, mais en cas de crise de voir ses rangs grossir considérablement ? Nous n'avons en perspective que les niaiseries d'un modèle économique qui tient sur des illusions et produit constamment son contraire. Il n'y a pas un jour où nous apercevions ce système sans responsables fabriquer l'exclusion en grand nombre de ceux qui font la démocratie et les hommes de tous les jours s'opposer à un cercle de plus en plus restreint d'humains, s'autoprotégeant de tout. En un mot, le développement de la rente tendra à exclure toute transition quoiqu'il advienne, pour imposer de l'immobilité systémique, une "stabilité" des sociétés indispensable au verrouillage définitif de son contrôle sur les grandes catégories du vivre. Se nourrir, se loger, s'éduquer.*

*Supposer que l'ensemble de l'activité humaine ainsi revisitée n'ait plus rien à voir avec la culture d'émancipation sociale du XIXe et XXe siècle, n'a rien d'absurde. Admettre que nous ne savons rien mobiliser de nos connaissances pour dessiner les stratégies défensives face à cet avenir probable, n'est pas idiot*

*mais productif. Il suffit juste de prendre conscience du faire-semblant dans lequel nous évoluons. Ceci étant, cette antinomie qui ne cesse de se renforcer entre rente et bien commun apparaît plus flagrante, même confusément, à l'opinion (une majorité maintenant?). La Res-économica l'emporte sur la Res-publica, et avec elles ses risques confusément ressentis pour nos libertés. Nous ne voyons plus, comme manifestation de ce bien commun qu'un assistanat multiforme. Triste compensation... Depuis que l'individuel conteste le collectif la "naturalité" du bien commun dans la finalité démocratique a perdu beaucoup son espace de légitimité. Le lien direct fortement individualisé que nous avons désormais avec notre univers marchand nous éloigne de cette préoccupation, sans que d'ailleurs elle disparaisse; l'occasion d'évènements lugubres remet en questions cet "isolement". Les diatribes sécuritaires des politiques, en rompant le silence respectueux des gens, les discréditent. Mais la diversion saute cette étape.*

*En tirant très subjectivement les leçons de cette opposition entre rente et bien commun à partir de ce que j'ai écrit du cycle de l'inéluctable à l'inaliénable (RIP), ma construction personnelle sur ce sujet est la suivante: notre culture politique articule par cet obscur mécanisme du consensus, l'empirique construction de la finalité du bien commun dans un effort permanent vers l'équilibre. En évoluant dans une sorte de spirale, nous nous arrachons à la fatalité de notre dépendance naturelle originelle (limitation de liberté) par l'effet de notre volonté. Son résultat reconstruit comme un inaliénable seuil une nouvelle origine d'une nouvelle naturalité du bien commun, ainsi de suite. Ce cycle résulte d'une production collective; l'action mobilise le champ de notre volonté pour en*

*définir la finalité, avec cette qualité du bien commun d'être à la fois résultat et devenir.*

*Comme faire œuvre de vérité est une démarche à laquelle je ne crois pas, ce qui suit vise à réorganiser des conceptions utiles à une résilience nécessaire et en route; une démarche qui donc se trouvera de fait être plutôt prescriptive que conceptuelle.*

*Pour résumer ce qui a été dit, notre interprétation classique de la continuité historique de nos démocraties souffre d'un déficit de sens et de capacité interprétative face aux questions qui se posent. La notion de peuple est devenue si abstraite que les démagogues en font un usage sans retenue et libre de toute conséquence. La rente, qui se manifeste essentiellement par les dissymétries de développement de redistribution et de dilapidation des ressources devient antinomique au bien commun, qui doit garantir son contraire. Qu'un ensemble de causes dispersées apparaisse peu à peu comme une convergence et surtout comme un risque de n'introduire encore plus fortement derrière les apparences d'une démocratie formelle, la disparition définitive des leviers de l'autorité des systèmes politiques de droit, des états, pose un problème qui jusque là n'entrait pas dans le champ de la conception politique. L'exportation de l'autorité réelle par la coercition économique qui pèse sur les états et les contraint est une donnée nouvelle. Mais celle de l'émancipation de l'information par l'intrusion grandissante de la participation, de l'expression de la volonté individuelle dans le champ de la formation du consensus, en est une autre. Comme un face à face à terme entre une coercition unipolaire de la rente et l'initiative citoyenne, d'ailleurs assez fréquent évoqué dans*

*l'opinion, à l'occasion des discours sur le discrédit des politiques, ou plutôt de la politique.*

*L'hypothèse politique se forme donc sur la survenue lente et progressive de fait et consciente aussi de cette bipolarité.*

*Première remarque: les stratégies naissant d'un système de communication et organisationnel nouveaux ont un impact distributif; on sait que la reconfiguration induite par ces nouveaux moyens touche tous les domaines de ce qui est organisé, les transforme et apporte entre toutes les entités organisées une cohérence dans les échanges toujours plus complexes qui traversent nos démocraties actuelles. Entre autres exemples, les différences entre organisations publiques et privées tendent à s'atténuer (difficilement d'ailleurs) et s'accorder sur des critères communs d'efficacité, d'économie et de rendement ; sur le mode de la communication, tous les plans publics et privés collectifs et individuels dans les services de dématérialisation des procédures déclaratives et autres... Il y a quelque chose de troublant dans la similitude d'approche sur des critères d'individualisation de la relation administrative et le ciblage consumériste. Une société de la relation individuelle à la machine sociale, économique et politique condamnée sans doute à se cristalliser par un excès de procédure.*

*Deuxième remarque: en laissant, en contrepartie de l'abandon par le système politique global de la problématique collective, les individus armés d'outils rapides et efficaces s'approprieront ce domaine en friches. Rien de paradoxal tout compte fait. Mais cette friche a une dimension universelle, globale. Face à cela toute la culture disponible, les*



*informations stockées sur le Net permettent à chacun en perfectionnant sa curiosité du monde, d'approfondir la conscience de cette antinomie. Nous sommes loin de l'isolement tel que Hannah Arendt le conçoit à propos du totalitarisme avec ses dictateurs et ses frontières. Nous sommes tous maintenant du fait de cette bipolarité mondiale, en voie d'isolement de nos propres démocraties.*

*Dans RIP, trois étapes différenciées car irréductibles les unes aux autres et chronologiquement dépendantes : l'agrégation, la transaction et l'organisation sont décrites. Ces catégories confirment et relativisent à la fois la conception d'un causalisme uniquement fondé sur l'affrontement d'intérêts de groupes et classes sociales; elles coexistent simultanément dans des schémas qui les enchaînent en chaque thème par ordre chronologique, mais à travers des processus identificatoires plus complexes; la clarté d'intérêts qui autrefois soudaient des groupes en action et en stratégies revendicatives, se confond avec une multiplicité de modes d'action individuels concurrents et créent de nouveaux modes d'organisations volatiles. Le faible taux de syndicalisation en est un effet. Bref en abandonnant la culture des fausses pistes, l'effort de perception qui nous mène à mesurer notre apparente inertie collective devrait stimuler notre réflexion. Les transactions constantes qui traversaient le collectif vers et par les organisations, le résultat en usage, codes, et droit, connaissent un déclin parce que le premier des trois facteurs qui manifeste l'adhésion a disparu de leur cycle. Pourquoi alors que tant de problèmes subsistent, plus graves que jamais. Simplement parce que ce stade amont et fortement politique de l'agrégation s'est déplacé, du fait justement de l'émancipation*

*du droit à réagir de chacun. Alors par hypothèse, le stade virtuel de ce qui génère ces transactions, celui de l'identification des pulsions, désirs, souffrances et autres que la marchandisation ou la technocratisation désincarnent en "besoins" qui n'en sont qu'une diversion, reste en latence et s'exprime autrement.*

*En revenant à mon univers, les compromis fait avec l'inéluctable que représente la rente sous la forme utilitariste ne font plus l'objet de transactions collectives telles que le syndicalisme par exemple en représentait un vecteur. L'utilitarisme moderne fait un usage à son profit de cette spirale, en associant l'inéluctable aux contraintes inhérentes à l'organisation économique de nos sociétés (type rançons du progrès), puis plus récemment du développement (interprétation économique). L'inaliénable est principalement l'histoire d'un rééquilibrage constant de la redistribution des richesses produites, en les considérant comme un fait collectif: l'inaliénable est bien commun, devenu inaccessible à l'appropriation, à la prédation par l'action commune. Cette histoire-là connaît une rupture de son accomplissement. La contrainte économique décrète que rien n'est inaliénable, du moment que la croissance doit être assurée. De ce fait, la lisibilité de cette boucle a presque entièrement disparue. La redistribution ne se fait plus dans la perspective du bien commun. L'acception néolibérale l'a transférée, par le fonctionnement consumériste, sur le bien-être individuel. Les étapes que je viens de décrire, ne s'inscrivent plus dans ce*

*mouvement spiralé et souffrent d'une dissymétrie qui au contraire, en fonction de ce que l'on a dit d'entrée sur l'émancipation de l'opinion, peut maximiser le principe d'agrégation. L'affaiblissement des espaces transactionnels que les mutations brutales que les conditions de production ont provoquées -délocalisation, perte de sens des luttes ouvrières, mutation des services et des emplois tertiaires, déplacement des pôles de commerces avec la dématérialisation, "ubérisation" des services et bientôt les robots- nous laissent isolés, avec cette conséquence que les modes organisationnels ne peuvent plus actuellement, fautes de stratégies transactionnelles claires et structurantes, se constituer nous ont dépossédés de la valeur du cheminement allant de l'agrégation à l'organisation des individus.*

*Comme il en est pour le e-commerce et tout ce qu'il conteste à l'activité classique d'échange de produits, l'agrégation, cet élément pré-politique et potentiel formé sur le mode identificatoire -reconnaître ceux qui ont le même projet que moi sur un sujet ou vécu particulier- aurait en quelque sorte une e-identification pleine d'avenir. Si la prolifération des blogs sur le Net y compris les plus percutants comme ceux de l'aterrmondialisme ne traduisent qu'un schéma type rédactionnel assez classique du journal d'opinion, la diffusion des logos (je suis Charlie) ou les partages drapeau en filigrane de sa photo personnelle sur Facebook par exemple lors des événements de Bataclan ont montré un tout autre fonctionnement, très primitif sans doute mais complètement extérieur à ce schéma-type de média d'opinion. Le partage de symboles a représenté une fabrication collective de sens issue d'une initiative individuelle je crois, englobant comme tout*

*symbole beaucoup plus que ce qu'exprime la chose rédigée. Que je prenne d'ailleurs en exemple des éléments survenus à l'occasion de drames, n'est au fond pas un hasard. Ce qui se manifeste de puissant dans l'opinion contre l'espace d'isolement individualiste actuel, se cristallise toujours en complète autonomie. Les politiques s'y associent avec un retard compréhensible. C'est justement autour de cette réunion des subjectivités dira-t-on, que le fait d'agrégation se constitue aussi vite: dans ce cas, une compassion vraie. Ce qui traduit dans le concret a donné Nuit Debout.*

*Si l'on ne prête qu'une « utilité » à tout type de relation, la lecture des réseaux devient restrictive et exclut leur stade agrégatif au sens de la définition que l'on en a donnée: son stade identificatoire. Le fait nouveau est qu'en effet miroir tel qu'on l'a évoqué comme propre à l'activité "immatérielle", sa réalité virtuelle se suffit à elle-même et ne réclame rien d'un minimum d'organisation. Ce stade agrégatif est constant dans l'inconstance, si l'on peut dire. Son invariance caractérise sa genèse, sans qu'aucune organisation ne soit l'effet de sa conclusion. Reste que les motifs de la genèse, eux, sont les seules variables. L'arithmétique seule de sa constitution se répète. Mais rien ne peut être accepté pour constituer un objet d'étude sociologique, sinon comme toujours ce que l'on en voit à travers des manifestations qui le rendent intelligibles, ce qui relève d'un objet hypothétique lui-même déjà restrictif. Avec cette nuance supplémentaire qu'il ne s'agit pas d'agglomérat d'opinions, mais d'identifications plus complexes. On comprend que le saucissonnage des catégories de l'opinion n'y corresponde pas.*

*La différence entre la mesure de l'opinion (finie dans le temps et relative à un sujet donné) et la volatilité de l'agrégation (relative à un état, sa mesure étant les transactions et l'émergence de structures organisées), fait qu'une manifestation par exemple, rassemble momentanément des individus qui s'identifient à un thème, mais ne signifie pas qu'ils partagent l'intégrité des points de vues sur d'autres sujets. L'agrégation en stade pré-politique n'est pas*

**E-politique ?** *Un déplacement naissant des moyens d'expression de l'opinion vers l'univers du Net peut-il être assez conséquent pour qu'il ait un impact lisible sur notre vie politique ? Ce fut semble-t-il l'hypothèse de la campagne "Yes you can". Mais comment savoir qu'il existe un autrement, installé désormais dans la continuité grâce à cet univers, et comment les mécanismes de l'identifier même à l'état naissant, pourraient-ils être moteurs d'un éventuel changement ? Rien à ma connaissance n'est exploré en ce sens. Les théories politiques restant le parent pauvre de notre démocratie, principalement en raison de la submersion des interprétations économiques et technologiques qui encadrent le champ de la condition politique, de la prospective. Dans cette relation, la théorie politique reste conditionnée à d'autres formes de connaissances passant pour rationnelles, et disparaît. Quand elles ne sont pas réduites à des questions de luttes de palais et d'une unique problématique du pouvoir à laquelle on identifie « l'électorat » censé comprendre la politique comme un jeu de rôle, à l'origine de toutes les déceptions. De quoi s'interroger sur ce qu'il faudrait réécrire comme théorie de la volonté collective et de la recherche du bien commun. Cette ignorance n'exclue pas l'existence et la prolifération de blogs dont on a*

*parlé et des modèles très classiques de journal d'opinion. Au fond, tout se passe comme si l'émancipation décrite au début de cet article, tardait à venir, en se rôdant selon ce même schéma général des emprunts à un savoir-faire existant avant toute émancipation. Qu'il n'y ait ni enquêtes, recensement, applications (algorithmiques) particulières touchant leurs thématiques ne paraît pas constituer de manque à l'opinion pour le moment. La politique reste ce triste théâtre qui rend l'opinion morose, qui tue l'idée même de toute perspective parce qu'elle regarde ce jeu comme la mise en scène d'une habitude, comme destinée à ne jamais changer.*

*Miser sur une gestion collective spontanée d'une simple accumulation d'avis individuels n'est d'autre part pas envisageable, même si ceux-ci se recoupent et présentent souvent des points communs. Cette prolifération constante et continue d'avis, demeure soumise à un schéma très traditionnel de la position extérieure de l'analyse qui comme on a dit recompose sa reconstruction, selon un paradoxe assez inévitable d'une dynamique qui échappe en retour à ses promoteurs, les individus eux-mêmes. Car qui interprète (ou peut le faire) la valeur de ces désirs et ce que représentent ces "partages" sur le fond, dans ce qu'ils manifestent et portent d'inconscient chez ceux qui les diffusent, les trahissent toujours ; peut-on se fier pour ça aux filtres des mêmes officines incapables de traduire derrière ses manifestations la source des désirs ? L'absence d'une grille de lecture qui revienne à l'opinion en dénotant une réelle émancipation, a les contours d'une utopie. Doit-on l'écarter pour ça ? L'agrégation d'avis -pour le moment- ne doit pas son existence à la marque d'une vraie transaction, qui pour se rendre visible doit encore être identifiée comme émanant de la chose*

*organisée, d'une organisation. Il y a là une contradiction qui n'est sans doute qu'apparente. Il est très possible que ce recensement naturel des avis par simple collection et reconnaissance interne au Net finisse par être une véritable substitution à ce qui fait défaut aujourd'hui. Alors...*

*Imaginons qu'une majorité de l'opinion revendique que certaines dispositions, qui font traditionnellement l'objet de plans décennaux ou trentenaires ne soient plus déterminés par des promesses non tenues en l'espace d'un quinquennat, mais explicitement et programmatiquement exposées et expliquées dans ses grands principes et que son contenu soit soumis à des débats institutionnellement reconnus. Supposons qu'en maximalisant l'usage des outils e-politique, cette pratique puisse être relativement courante, trois ou quatre fois par an par exemple, et que le résultat d'un vote favorable engage quelle qu'alternance politique que ce soit à le suivre à la lettre sur sa durée. Nous aurions là une véritable lisibilité du contrat qui nous lierait à l'exécutif, indépendant des aléas de l'alternance. On peut objecter que tout cela se fait par les différents plans de développement à long terme, d'aménagement du territoire; la structure technocratique en a malgré tout confisqué l'arbitrage et rendu ces vecteurs du bien commun opaques. Les différents boucliers de circonstance, cette loi occulte faite de faits accomplis de sondages ou les faux débats à portée pédagogique ou techniques arrivent à un résultat qui n'engage pas grand-chose.*

*Contrairement à il y a encore dix ou quinze ans, il est maintenant possible d'imaginer admettre que les programmes les plus généraux et qualifiants pour le bien commun, soient*

*reconnus d'initiative populaire, sous condition de correspondre à une forme de demande légalement structurée. Nous ne dépendrions plus de la plus ou moins grande lisibilité des programmes électoraux, ces fourre-tout que peu de gens lisent vraiment et que les politiques en campagne s'acharnent à discréditer pour valoriser le leur. On pourrait sans doute voir disparaître ces pratiques déprimantes, avec à la clef cette impression que la pédagogie mise en place par les médias pour nous les expliquer part du principe que nous sommes des demeurés.*

*Nous pourrions de la même manière concevoir qu'une attention systématique d'état soit consacrée non seulement aux "start-up" qui font vitrine, et entretiennent l'idéal de l'économie néolibérale, petits investissements, énormes leviers possibles, mais à des expériences citoyennes, sur le critère de ce qu'elles pourraient avoir de capacité de résilience lors de crises. Ou devrai-je dire les crises, puisque nous ne sommes pas menacés que par une seule crise financière sanctionnant notre dépendance imprudente à un système, ou une catastrophe écologique (en route) notre appétit du toujours plus. Nous mettrions de cette manière notre structure sociale sinon à l'abri, du moins sous garantie qu'il y a dans l'urgence des expériences de résilience aptes à nous protéger.*

*Il se pourrait aussi sur cet élan, que nous fondions notre système administratif en conséquence de cette résilience, c'est-à-dire sur des critères de proximité, donc d'autonomie "concertée", donnant un pouvoir beaucoup plus important au redéploiement des structures décisionnaires locales, pouvant elles réagir à leur tour aux sollicitations d'une démocratie locale et de leurs qualités d'échanges, simple et sans*



*intermédiations opacifiantes, sur lesquelles s'exercent en général la pression des corrupteurs et des lobbyistes, qui ont besoin de leviers d'influence à leur échelle.*

*Il faudrait qu'un découplage des élus et de leur "partis", de leurs structures de tutelles, permettant à nos représentants locaux de ne plus être désavoués, instrumentalisés, trahis ou ignorés de petits cénacles abonnés aux médias et au développement narcissique de leurs personnes. Voilà qui redonnerait de l'épaisseur à l'engagement politique, un engagement qui ne peut être qu'en proximité des citoyens non pas pour une quelconque pédagogie programmatique de réponses aux besoins des populations que le consumérisme fait bien mieux qu'ils ne le pourront jamais. Et pourquoi pas, redonner de la créativité à un système citoyen.*

*Citons en vrac bien d'autres choses encore qui tiendraient à la culture, à la disparition du faux débat religieux qui ne sont d'ailleurs que confessionnels et passablement dégradés par la déculturation consumériste à l'occasion d'une forme de terrorisme qui n'a pour horizon que le terrorisme. D'un retour de critères d'échanges sans valeur marchande, d'une paix assurée aux créatifs débarrassés du souci de rendement marchand, d'une distribution directe, circuits court, de la raison de la logique comme logique de la raison, d'un pain quotidien qui soit vrai, de villes sans bruit, d'horizon dépollués.*

*Imaginons par ailleurs que nous nous nettoyions l'esprit de cette idée que la science lointaine, inaccessible, notre capacité technologique puissent toutes deux nous sauver et créer et dérouler devant nous, pour nous par le simple fait de leur*

*développement inexorable, le tapis rouge d'un avenir radieux. Imaginons le contraire. Que l'investissement dans ce qu'elle aura à offrir se paiera le prix fort, au point d'introduire dans cette évolution cet eugénisme passif vers lequel nous entraîne les exigences de la rente et donc du rendement en tout, (comme à Paris dernièrement le projet d'interdiction aux voitures d'un certain âge de rouler, avec cette conséquence que les inopérants de la rente (les pauvres) privés de circuler, permettraient à ses bénéficiaires (les riches) de jouir d'un supplément de droit de circuler. En polluant sans doute à la mesure des grosses cylindrées qu'ils ont, c'est-à-dire plus), le culte de l'argent que seront: l'accès aux soins, à une alimentation convenable, à un logement décent, à une acculturation convenable et à une conception de soi qui ne soit pas que salariale, mercantile et dépréciative.*

*Tous ces énoncés inscrivent en filigrane dans les images qui font notre questionnement quotidien, cette idée castratrice que tout ce qui s' imagine tient du rêve, mais reste en puissance envisageable comme un futur possible. Que le futur se rêve aussi, malgré tout ; en témoigne que ceux qui ne rêvent pas ne le voient jamais, et que le réalisme politique ne produit que de la procrastination. Le terrain « pragmatique » de la politique actuelle étant devenu insensible à ce genre d'exercice, pour ne pas dire ayant sur ce terrain une cécité complète, ne sème plus que ce que la rente récolte. L'avantage du Net, des réseaux et de la proximité du système culturel avec ses producteurs, même les plus modestes, reste bien dans l'échange imaginaire. Le droit que je m'octroie moi, le droit de dire ce que je suis en train de dire. Je ne vois pas une grande distance entre les réactions partagées sur le Net, dans les réseaux, et la*

*manifestation de ce rêve latent qui monte en puissance. Un apprentissage lent, fondé sur les récurrences que « Fortuna » impose, et cristallise du sens. Celui de ce que contiennent les messages réactionnels sur le fond : une partie du rêve.*

**Revoir un certain universalisme.** *Le troisième facteur que nous devons considérer parce qu'il s'impose à nous plus que le contraire, définit avant la lettre cette universalité, qui, sur le terrain, constituerait celle que l'on a si souvent évoquée dans les discours politiques. Imposé quand on voit à quel point cet universalisme formel qui fut le nôtre est mis à mal par l'immigration d'humains en détresse, ou celle de ceux qui ont faim. Une fois encore, nous avons sans doute sous les yeux un certain nombre d'antidotes aux maux qui nous rongent, comme le renfermement communautaire qui les refuse, ou la pression à l'homogénéité des formes consuméristes dont les stratégies de la coercition économique ont besoin. Les emprunts réciproques et le Net construisent d'une manière qui n'est encore pas mesurée et pour les raisons données plus haut, une forme de lien fait de la reconnaissance de valeurs inaliénables, et pourquoi pas pour reprendre un terme d'anthropologie, des invariants culturels qui libèrent ce que nous avons en commun de nos valeurs humaines fondamentales, par le fait même de la confrontation multiculturelle des valeurs. Je crois deviner qu'en l'occurrence, le souci de l'Autre ou l'espace entre les hommes, ou peu importe la manière dont on le qualifiera, soit le fondement de toutes les autres valeurs. Nous serions bien obligés dans ce cas, de concevoir que l'énonciation des valeurs universelles ne soit plus le fait (monopole) d'une société occidentale éclairant le monde, mais d'une jeunesse*

*avide de partage dans une société devenue transnationale; l'inspiration les menant, eux et leur descendance, vers une nouvelle assise de cet espace entre les hommes qui devrait maintenant être notre principal sujet de réflexion.*

*Une e-culture naissante, articulée autour de cette capacité à partager, dont l'énorme business qu'il génère et les difficultés de l'Europe a avec eux sur le plan fiscal, masque sans doute l'intérêt réel que son émergence représente, redimensionne en quelque sorte l'agrégation, cet état latent et pré-politique reprenant en main, y compris pour des raisons de survivance de la cohérence sociale, le problème de la conscience de l'Autre. Peut-on espérer de cet apprentissage sur le tas que rien n'est acquis de ce point de vue, que l'on croirait à tort éternel. Un apprentissage qui sans être franchement relativiste, soit principalement fondé sur l'éveil à cette conscience que les valeurs universalistes selon les modèles dominants de nos sociétés prédatrices, au minimum homogénéisent ou détruisent les plus faibles à notre profit, en détruisant en nous la part d'une juste construction de l'Autre qu'elle anime. Cette construction est actuellement entamée, on le voit, par le malaise des migrants, et plus que les migrants "politiques"; ceux de la misère, parce qu'en général ils cumulent les deux. Le politique et surtout l'économique. Que faire de notre universalisme devant son acception concrète, celle qui ronge à petit feu le confort intellectuel qui nous protégeait, et exige maintenant que nous bricolions des arguments dérogatoires pour nous affranchir de cette contradiction accablante?*

*Que ce soit en négatif ou en positif, il y aurait en quelque sorte un facteur immatériel autrement plus puissant comme liens*

*entre les hommes, que les échanges de biens, comme l'accrédite l'économisme dominant; au point que nous continuerons longtemps à faire sans doute une erreur d'analyse sur ce que pourraient être dans l'avenir les axes structurels refondateurs d'une démocratie, même représentative et partagée ; en la limitant à une reconduction de savoir-faire, bordant toute évolution souhaitable à ce qui existe. Ne pas considérer que cette ouverture de fait sur les autres cultures soit un des éléments déterminant de sa constitution peut-être l'erreur à ne pas faire. Je ne vois, à ce sujet, d'autres biais que cette culture du partage installée par des algorithmes qui n'avaient probablement au départ d'autres buts que de créer du business. L'exemple de Google en Chine, sa démission face aux instances de censure est une leçon sur les limites de l'univers de ce même business. Le paradoxe est là. Je me demande souvent si justement le système qui porte ce formidable développement au point d'inquiéter par sa puissance d'intrusion de la vie personnelle n'abrite pas en lui ce qui permettra de le dépasser? Un formidable essor de ce qui pourrait cimenter à termes les nouvelles valeurs de ce multiculturalisme auquel l'esprit de surveillance, de business et de paranoïa diverses ne pourront pas grand-chose.*

*Autant les leviers économiques peuvent agir par la restriction sur la docilité sociale, autant la mise à disposition de moyens autorisant toute intelligence à s'exprimer n'a aucun frein, si ce n'est la censure directe; un aveu terrible de faiblesse, comme l'a montré Google en Chine une fois encore, où l'autocensure a valu autorisation de business. Ceux par qui arrive la culture de masse seraient donc en retour submergés d'une nature renouvelée de la "puissance de la multitude", à l'insu du formalisme politicien. Désir ou réalité, il est trop tôt pour le*

*dire. On devinera aussi aisément que mes espoirs vont dans ce sens, comme le seul acte massif de manifestation de refus d'un système qui n'est pas aussi moribond que prétendent ceux qui l'enterrent, mais gagne tous les jours en nocivité. Voilà bien le problème.*

*Ce qui nous guette et se nourrit de notre inertie n'est pas la fin d'un capitalisme qui se prendrait les pieds dans le tapis, ou, pour dire les choses autrement s'autodétruirait par le développement de contradictions internes insurmontables. Je pense que nous découvrirons que cette forme capitaliste, que nous continuons à voir comme destructrice, est terriblement efficace dans le sens d'une coupure sociale qui va agrandir le fossé entre les nantis dont nous ne mesurons pas exactement le niveau de richesse, et le bas-peuple qui travaille en croyant qu'on fait sa réussite ainsi. La spéculation nous prouve qu'il ne faut pas travailler pour gagner beaucoup, mais être un bon professionnel des casinos des marchés. Le recentrement du produit des richesses fait le recentrement sur une minorité de leur répartition.*

*Eugénisme passif dont l'austérité constituerait sur la longueur l'axiologie politique, démontrant évidemment que le peuple est victime de sa propre avidité et de son "toujours plus". Honte à lui de ne pas se rendre compte que la marge de rente ne peut s'affaïsser sans provoquer des "crises" qui mettent cette économie mondiale en danger. Danger pour qui? Nous avons eu sous les yeux (en Grèce) un scénario grandeur nature de ce qui peut s'installer comme système général, sous réserve que l'axiologie de la punition fonctionne. Voir l'évolution sociale de cette manière n'est pas un excès de pessimisme, type des considérations à laisser à la thématique néolibérale.*

*Si l'on émet l'hypothèse que la puissance de la multitude ne fera rien en jouant sur la submersion physique ou répugnera à s'inspirer d'un certain nombre de principes du spectre lugubre et morbide du terrorisme, cette évolution devrait ne pas avoir le point de rupture qu'on nous annonce.*

*Nous ne sommes plus à l'ère des révolutions, traduisant de façon si classique cette puissance énoncée, mais à celle de la disjonction, ou il s'agira non plus d'un pouvoir contre un autre mais d'une disjonction dans la manière d'avoir la maîtrise de la forme sociale. Cette formule compliquée exprime une situation simple: supposons qu'une révolution, même pacifique renverse un état et se donne de nouvelles bases, elle ne se découvrirait aucun pouvoir supplémentaire: ni institutionnel, ni économique. Pas la peine de faire une révolution pour recréer de la croissance et de l'emploi. Et elle s'apercevrait par la même occasion que cette capacité est depuis longtemps sortie de son champ d'action.*

*Par contre, avoir des éléments de préservations issus d'expériences en cours et sortant du champ d'extraction de la rente pour faire court, nous préservera si on les étend. À un certain seuil d'importance, l'alternative aura du poids. Il s'agit d'une disjonction à caractère citoyen, mais dont la productivité économique à terme pourrait émanciper une partie de la société de la dépendance à sa contribution obligée à la rente.*

*Une entreprise massive de sortie de ce système, en excluant donc la transition, reposerait sur une conception de la disjonction progressive, et donc de l'ignorance du système en place. Et la fin de l'audience du réformisme, de la philodoxie, pour s'appuyer sur des éléments volatiles mais réellement structurant de cette construction de l'avenir.*

*Il est devenu courant d'entendre que l'érosion des certitudes politiques qui soutiennent les catégories démocratiques et républicaines, les institutions qui en découlent, est multifactorielle. Un constat qui n'explique pas grand-chose, si l'on n'y distingue pas la pression de la rente comme l'élément majeur, car le plus déstabilisant pour les sociétés structurées sur le modèle qu'elles sous-tendaient et qui maintenant fait défaut: à quoi sert l'économie? Les raisons de cette défaillance générale n'est pas une crise. C'est une mutation extrêmement dangereuse de la nécessité économique. La concentration des richesses n'y est d'ailleurs pas un moteur mais une conséquence. La phase suivante pourrait s'envisager comme une économie faite et recentrée sur le principe d'un usage de la planète au seul bénéfice d'une faible proportion de la gens humaine. Cette idée nous paraît monstrueuse, elle s'apparenterait à un eugénisme passif, dont l'effet serait une partie de la population planétaire à son triste sort, sous forme d'une crise récurrente de ressources et moyens. La barrière se constituerait dans cet avenir autour des systèmes de coûts très élevés dus à la raréfaction de ressources auxquelles donc peu auraient accès, compte tenu du fait de l'augmentation constante de la population mondiale. Et par ressources, il faut entendre, les soins, le logement, l'éducation, et surtout le travail. De moins en moins d'humains pour travailler dans l'avenir est aussi une question qui se pose, et l'industrie manufacturière, qui fait la masse des ouvriers et de maîtrise d'ingénieurs qui restent dans le monde ne se maintiendra sans doute qu'au prix d'une grande faiblesse de rémunération, face à des usines robotisées et ne fabricant que peu de produits,*



*puisque pour une clientèle de moins en moins massive. Face à cette restructuration des sociétés autour d'une organisation inconstitutionnelle et fortement "numérisée" l'adéquation ressources / population aisée aurait de réelles chances d'être durable.*

*Cette vision-là que nous refusons d'envisager parce que contraire à toutes les valeurs fondamentales humaines dans lesquelles nous voulons nous regarder, ne peut évidemment constituer une réalité acceptable. Même si les concentrations de richesses et l'état de crise larvée et durable qui s'annoncent ne constituent pas de bons signaux, que l'exemple Grec nous montrent comment les institutions financières et les politiques laissent glisser l'accaparement patrimonial des états-nation se faire, en tolérant que l'on rachète en propriété privée des morceaux de sols de leur république, même si l'exploitation outrancière des ressources de la planète continuent, nous continuons de fait à cautionner l'ensemble. Le résultat renforce deux paramètres irréversiblement liés: le réchauffement climatique et le durcissement des conditions de la rente, dont nous savons tous que nous n'agissons que très superficiellement contre.*

*Dire que les classes politiques sont disqualifiées ne fait que nous redonner en puissance le rôle dominant. Le paradoxe est que nous devons décroître notre appétit de consommateur, mais être aussi dans une autre culture. Une toute autre histoire aussi. Nous sommes dans un paradoxe. Si dans un rêve fou, nous décidions tous nous humains de nous passer de voitures pour sauver la planète, c'est toute les fonctionnalités économiques qui seraient atteintes. Sans parler du fait d'être de mauvais citoyen détruisant l'économie nous mettrions les sociétés dans leur ensemble en défaut de fonctionnement. Ce*

*serait faire –par défaut- la révolution. Ce rêve montre par l'absurde à quel point il est nécessaire de continuer à polluer la planète.*

***L'agrégation comme concept politique.*** *Ce qui est frappant dans l'engouement d'"indignez-vous", ce fut le rôle fédérateur de gens d'origine très diverses qu'il eut. Le message n'était en fin de compte que ce qui persiste à nous indigner aujourd'hui, mais nous nous sommes tous à un moment donné reconnus dans cet ouvrage. Évidemment, s'indigner n'est pas suffisant à changer le monde, ni d'ailleurs à le comprendre en profondeur, en pouvant parallèlement même, être démobilisateur.*

*Identifions-nous! Serait peut-être ce par quoi ce mot d'ordre pourrait se voir renforcé. Est-ce le moment, ou est-ce devenu une urgence de s'identifier en tant qu'étant quelque chose ou voulant quelque chose? Nous voici donc dans une exigence que je pourrais qualifier de "multifactorielle" et dont les principaux composants seraient évidemment ceux que je décris. Il faudrait être convaincu, pour cela, de la réalité:*

- 1 De l'assujettissement de tous les paramètres de la valeur y compris culturelle à des catégories de l'échange marchand compatibles à l'optimisation de la rente comme paradigme économique,*
- 2 Du basculement de pouvoir d'institutions nationales à l'inconstitutionnalité d'organisations détentrices des moyens*

*d'une autorité d'ordre supérieure, tant sur le plan des stratégies globales que purement économiques,*

- 3 De la perte d'autorité économique des états, et donc, en fonction des évolutions précédentes de leur autorité sur le développement, qu'ils maintiennent au prix d'un endettement qui compense l'optimisation globale de la rente.*
- 4 De la disjonction générale, ou la création de formidables inégalités des richesses, aidée en cela par l'essor de la technologie, de moins en moins créatrice de main-d'œuvre, de travail, corrodant le modèle salarial...*

*Si ces quatre facteurs forment en réalité un tout que nous ne distinguons que par convention nécessaire, il faut être tout aussi convaincu que quelque soit le biais par lequel nous prenons ce problème global, sans coupable et sans responsable vraiment identifiables, a de quoi laisser dans le désarroi. D'où les limites opératoires de l'indignation. Ces remarques faites, identifions-nous n'est pas un paradoxe jeté en l'air. Il faudra bien, à un moment donné, qu'aux idées fastfood se substitue du contenu. Comme il est postulé ici qu'elle n'émergera pas du contexte formel dans lequel la philodoxie se voit contrainte d'opérer et d'évoluer, s'identifier commence donc bien par s'identifier à travers ce que l'on ne veut pas voir se perpétuer, en complète indépendance de ce que les « opposants » institutionnels proposent. Un vrai problème, que le geste de l'abstention, présenté comme anticivique n'arrive pas à faire apparaître.*

***Légitimité par défaut.** Les partis politiques actuels qui passent pour l'expression même de la garantie démocratique, puisque censés rassembler en organisation cohérente un même système de pensée en vue d'en soutenir et distinguer des représentants qui le reflète, sont devenus des organisations de supporters ; mais au vu de leurs problèmes de recrutement, énoncer leur déclin en l'attribuant à la faiblesse du contenu proprement politique de ses dirigeants réformateurs où je l'entends ici, ne semble pas une condition suffisante à tout expliquer. Le message est d'autant plus pauvre qu'il ne s'agit plus de soutenir des idées mais des candidats ayant des aptitudes fonctionnelles à gérer le mieux d'un système général mal en point.*

*Ne pas se satisfaire de cette seule explication, dont le contre argument des conservateurs, on le devine, est que les hommes sont ce qu'ils sont, pousse à voir sans doute une conséquence indirecte de cette nouvelle culture de l'expression directe en émergence que constituent les réseaux sociaux, plus largement cette acculturation pratique de l'expression personnelle dont je parle ici. Une fois de plus, aucune extrapolation n'est permise et ne peut démontrer pour le moment qu'il existe des réseaux d'opinions, sans pour autant que l'on ne puisse démontrer le contraire. En s'en tenant aux définitions qu'en donnent les tenants de la sociologie des réseaux, ces nouvelles formes interrelationnelles constituent un maillage continu*

*contenant des groupes informels mais dont les relations sont plus marquées d'un contenu récurrent, orienté et constituant les vraies bases d'une similitude de comportements ou réactions face aux mêmes événements politiques. Cette récurrence, si elle s'affirmait dans le temps, irait dans le sens de ce que l'agrégation signifie : un stade pré-organisationnel. Et pour reprendre le sens de mon développement, ce qui est étonnant avec les réseaux sociaux, c'est la formalisation de cette virtualité caractéristique de l'agrégation, faite de l'assemblage potentiel et pré-organisationnel de systèmes d'opinions ou d'identification, s'exprimant jusqu'ici à un stade de potentialité, et se mettant donc à exister en tant qu'objet appréciable dans sa réalité. Il y aurait donc maintenant une autre voie de l'expression politique que celle de l'organisation partisane.*

*Ce qui ne serait pas sans conséquences. Notre mode de scrutin présidentiel en souligne les contradictions. Les sélectionnés des partis, machines à financer et supporter, peuvent seuls s'adresser à l'opinion à hauteur de l'investissement en moyens que cet exercice exige, avec un résultat assez décevant : voilà 30 ans ou plus que la sélection des votes se fait par éliminations successives, et que nous avons donc, au-delà de ce qu'ils représentent de vide politique, des élus par défaut, d'une légitimité sans substance. La formalité des jeux partisans exclue cette dimension d'intelligence et d'autonomie des gens de leurs thématiques; le conflit de forme actuel nie constamment la réalité de cette terrible absence de légitimité que le mode de scrutin revendique quand même. L'esprit référendaire est partout comme un archétype démocratique qui refonde faussement l'axiologie de la légitimité. Comment cette contradiction va-t-elle s'exprimer dans le temps ? Par les*

*partis qui n'y ont pas intérêt ou par cette libre expression de l'opinion ? L'abstention joue comme un rappel constant de cet état de fait. Bref, le problème de la légitimité aura donc besoin à un moment donné de se poser comme un état de crise en regard du respect à avoir d'un état de droit. Comment le sentir défendu par un élu par défaut ?*

*Contrairement à il y a encore quelques années, ces choses se disent maintenant, mais sous le coup de la colère, en général. Ce qui laisse encore une chance à ces mêmes philodoxes qui nous disent en accordant leurs discours à l'état d'humeur ambiant: "nous avons compris votre colère" et répondent tous "j'ai un plan, suivez-moi donc".*

*Au moment où je termine ces lignes monte (à son tour) celle des policiers, qui eux aussi comme beaucoup se découvrent un jour de ras-le bol, en voie de prolétarianisation. Accident, crise, faute de gestion d'état? N'est-on pas sûrs plutôt que cet accident ne consacre pas l'impuissance générale de l'état à assurer la bonne marche de ses attributions régaliennes hors d'une problématique de la croissance, et ce sans plan B si l'on peut dire?*

*Or que se passe t-il? Les syndicats n'ont apparemment pas convenablement interprété le niveau de colère des agents. Comme en beaucoup de cas, il ne s'agit pas de salaires, mais plus de capacité à exercer, comme dans les hôpitaux, les lycées, les usines qui ferment. Pour faire court, une absence de considération de ce que sont des agents de l'état par leurs employeurs. Comment fonctionne cette "autonomie" de la revendication dans ce cas?*

*La question que pose, et parfois du côté des usagers, les réactions non structurées ou programmées par les organisations traditionnelles, est de savoir s'il y a désaffection ou aussi et en grande partie, prise d'autonomie de l'opinion dans ses modes d'expression. Si la première raison est rassurante pour les organisations en cause car elles suggèrent une possibilité de résilience, la seconde est beaucoup plus préoccupante de ce point de vue. Est-ce pour cela qu'il n'y a pas grand 'chose de dit à ce sujet? L'agrégation en représentant ce niveau prépolitique et non organisationnel trouve ainsi peu à peu une vie, une lisibilité qui n'en fait pas qu'une virtualité du champ théorique. Les nouveaux modes d'expression immatérielle redimensionnent le champ du politique lui-même, en opposition à ce que les structures organisées constituent de manière si évidente: la politique. L'agrégation peut constituer ainsi un mode praticable, sans être alourdi des contingences propres aux organisations et leurs pratiques.*

*Est-ce un mode irréversible et structurant? Je le pense...*

# Autour de l'agrégation

claude-louis moreau

---